

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE PARIS

DE L'USUFRUIT

DES

VALEURS MOBILIÈRES

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le Lundi 4 Novembre 1912, à 10 heures,

PAR

ALBERT LAINE

Président : M. PLANIOL, professeur,

*Suffragants : { M. CHÉNON, professeur.
 { M. MEYNIAL, professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1912

Faculté de droit de l'université de Paris

DE L'USUFRUIT
DES
VALEURS MOBILIÈRES

THESE
POUR
LE DOCTORAT



A. PÉRON, ÉDITEUR

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE PARIS

DE L'USUFRUIT

DES

VALEURS MOBILIÈRES

THÈSE DE DOCTORAT

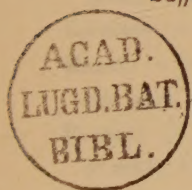
Soutenue le Lundi 4 Novembre 1912, à 10 heures,

PAR

ALBERT LAINE

Président : M. PLANIOL, professeur,

*Suffragants : { M. CHÉNON, professeur.
 M. MEYNIAL, professeur.*



PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1912

BIBLIOGRAPHIE

I. — Généralités.

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 8 vol., t. II.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Traité théorique et pratique de droit civil. Des biens (*M. Chauveau*), t. VI.
- BUCHÈRE. — Traité théorique et pratique des valeurs mobilières et effets publics.
- DELOISON. — Traité des valeurs mobilières françaises et étrangères et des opérations de Bourse.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, 31 vol., t. X.
- DUCAURROY, BONNIER et ROUSTAIN. — Commentaire théorique et pratique du Code civil, t. II.
- HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code civil, 45 vol., t. IV.
- JÈZE. — Cours élémentaire de science des finances et de législation financière française.
- LAURENT. — Principes du droit civil français, 31 vol., t. VI.
- MASSÉ. — Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil, t. II.
- PLANIOL (*M.*). — Traité élémentaire de droit civil, 3 vol., 6^e édit., t. I.
- PONT (*P.*) et MARCADÉ. — Explication théorique et pratique du Code civil, t. II.
- POTHIER. — Traité du douaire. Donation entre mari et femme.
- PRIMOT. — Traité théorique et pratique des taxes fiscales établies sur les valeurs mobilières françaises et étrangères.

INTRODUCTION

L'une des caractéristiques les plus frappantes du XIX^e siècle, au point de vue économique, a été l'immense développement des valeurs mobilières. Aujourd'hui, c'est par milliards que l'on évalue les capitaux placés dans le commerce et l'industrie, ou prêtés à des particuliers, à des sociétés, à des Etats, à des départements, à des communes, etc.

Or, cette transformation qui a eu son contre-coup sur les finances publiques, a eu, aussi, des conséquences profondes sur les théories du droit privé.

Parmi les questions d'ordre juridique, nombreuses et complexes, qui ont été soulevées à son sujet, l'usufruit des valeurs mobilières est l'une des plus intéressantes et des plus vivantes aussi. Ce sera l'objet de notre étude.

Que faut-il entendre par valeurs mobilières? Ce sont des droits de créance ayant pour objet des valeurs, c'est-à-dire des sommes d'argent.

La caractéristique de la valeur mobilière, c'est que

son objet n'est pas un corps certain, mais une chose fongible toujours mobilière.

Aussi, les valeurs mobilières rentrent-elles dans la catégorie des meubles ; l'article 529 du code civil le décide expressément : « Sont meubles par la détermination de la loi, les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles dépendant de ces entreprises appartiennent aux compagnies. Ces actions ou intérêts sont réputés meubles à l'égard de chaque associé seulement tant que dure la société.

« Sont aussi meubles par la détermination de la loi, les rentes perpétuelles ou viagères soit sur l'Etat, soit sur des particuliers. »

Cet article, essentiel pour notre matière, nous indique en même temps quelles sont les principales espèces de valeurs mobilières et selon quelles règles on doit déterminer leur situation juridique.

On peut ainsi classer les valeurs mobilières en trois grandes catégories : 1° les obligations qui ont pour objet des sommes exigibles ; 2° les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie et 3° enfin les rentes perpétuelles ou viagères.

Ces trois espèces se distinguent toutefois entre elles par leur objet.

1° Les titulaires de créances de sommes exigibles ont simplement le droit d'exiger du débiteur le paiement d'intérêts légaux ou conventionnels, et, tôt ou tard, une prestation principale, un capital : c'est l'espèce la plus simple des valeurs mobilières.

2° Les associés au contraire ont des droits beaucoup plus complexes : ils sont créanciers de certaines sommes (bénéfices mis en distribution pendant la durée de la société, parts dans l'actif social après dissolution ou liquidation) contre la société, ils ont aussi le droit de participer à sa gestion ou tout au moins de surveiller les actes accomplis par elle et, en outre, divers droits accessoires déterminés par la loi ou les statuts.

3° Les créanciers enfin ont droit chaque année au paiement d'arrérages ; dans certains cas et sous certaines conditions, ils peuvent demander le paiement d'un capital ou même le rachat de la rente.

Il ne suffit pas toutefois d'opérer cette première distinction, qui était, à vrai dire, la seule importante au moment où le code fut rédigé. Il convient également de distinguer entre les valeurs mobilières selon les divers modes de leur transmission.

Les unes se cèdent conformément aux règles du code civil (art. 1690) ; il faut signifier au débiteur, à

la société ou au débirentier, l'acte de transfert. Les autres, au contraire, se négocient et se vendent comme un objet mobilier quelconque : le droit est incorporé dans le titre ; en transférant le titre, on transfère aussi le droit. Ce sont les valeurs négociables par opposition aux valeurs cessibles (1).

Que la valeur soit négociable ou cessible, qu'elle consiste en une créance de sommes exigibles, une part d'associé ou une rente, elle est toujours susceptible de faire l'objet d'un usufruit permettant d'en retirer des fruits civils. « Les fruits civils, dit l'article « 584, alinéa 1, sont les loyers des maisons, les intérêts des sommes exigibles, les arrérages des « rentes. » Le code civil, il est vrai, ne parle pas des parts d'associés, mais nous verrons qu'il ne saurait y avoir aucun doute à leur égard ; elles produisent des dividendes et des bénéfices de la même manière que les créances produisent des intérêts ou les rentes des arrérages. Elles sont donc également susceptibles d'usufruit.

Mais à cette question de l'usufruit des valeurs mobilières le code civil ne consacre qu'un nombre très restreint d'articles et les textes ne sont guère explicites.

(1) Mentionnons aussi les titres à ordre, — mais les valeurs mobilières affectent rarement cette forme.

Dans l'article 584, il énumère les diverses catégories de fruits civils.

Dans l'article 586, il règle la manière dont ces fruits s'acquièrent : « Les fruits civils sont réputés
« s'acquérir jour par jour et appartiennent à l'usu-
« fruitier à proportion de la durée de son usufruit.
« Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme,
« comme aux loyers des maisons et aux autres fruits
« civils. »

Dans l'article 588, il décide que « l'usufruit d'une
« rente viagère donne aussi à l'usufruitier, pendant
« la durée de son usufruit, le droit d'en percevoir les
« arrérages sans être tenu à aucune restitution. »

Dans l'article 602 enfin, il prévoit le cas où l'usufruitier ne trouvant pas de caution « les sommes com-
« prises dans l'usufruit sont placées. »

On ne saurait donc trouver dans les textes du code les éléments nécessaires pour bâtir une théorie satisfaisante de l'usufruit des valeurs mobilières. Sans doute la possibilité de cet usufruit y est reconnue ; on voit également que les règles ordinaires de l'usufruit lui sont applicables ; on note aussi une dérogation au droit commun pour le cas particulier de la rente viagère. Ce sont là des indications fort utiles et dont on peut tirer parti ; mais devant la très grande diversité des espèces, ces textes n'en sont pas moins insuffisants.

Insuffisants d'abord, parce qu'il est difficile d'adapter à la matière spéciale de l'usufruit des valeurs mobilières les règles traditionnelles établies spécialement en vue des biens corporels.

Insuffisants en raison de l'esprit dans lequel ils ont été écrits, ces textes le sont encore et surtout en raison des progrès économiques considérables qui ont été réalisés depuis lors. A l'époque où le code a été rédigé, on ne connaissait guère les titres négociables. Les émissions d'actions ou d'obligations étaient à peu près inconnues. Seuls les titres de rente sur l'Etat se trouvaient répandus ; mais leur perpétuité leur assurait une situation particulière plus facile à régler. On ne connaissait pas les combinaisons variées inventées depuis lors : annuités d'amortissement, primes de remboursement, remboursement par voie de tirage au sort ; ces diverses formes de valeurs étaient extrêmement rares et l'on pouvait négliger les cas difficiles, mais peu nombreux qui pouvaient se présenter dans la pratique. Aujourd'hui, au contraire, ils sont devenus fréquents et notre législation paraît défectueuse pour les solutionner.

La jurisprudence cependant a peu à peu comblé ces lacunes et nous avons aujourd'hui sur cette matière des décisions en assez grand nombre pour que l'on puisse sur elles bâtir un système. Aussi notre étude se présente-t-elle essentiellement comme une

étude de jurisprudence. C'est dans les recueils que nous avons pris tous nos documents et les auteurs, fort peu abondants sur ce sujet, ne nous ont fourni qu'un petit nombre de renseignements complémentaires.

Nous étudierons successivement dans deux chapitres le droit de l'usufruitier sur les revenus et son droit sur le capital.

Les principes du droit fiscal sur l'usufruit des valeurs mobilières formeront l'objet d'un troisième chapitre.

CHAPITRE PREMIER

Droits de l'usufruitier sur les revenus.

Le droit de l'usufruitier consiste principalement dans la faculté de recueillir les fruits des choses sur lesquelles il exerce son droit. L'usufruitier de valeurs mobilières a donc incontestablement le droit de s'approprier les revenus de ces valeurs. Mais que faut-il entendre par revenus ? Quelle est, en second lieu, l'étendue de ce droit ? Telles sont les deux questions essentielles qui se posent à ce propos et qui feront l'objet des deux sections de ce chapitre.

SECTION PREMIÈRE

Que doit-on entendre par revenus ?

Le code civil dans l'article 578 définit ainsi l'usufruit : « Le droit de jouir des choses dont un autre a « la propriété comme le propriétaire lui-même, mais « à la charge d'en conserver la substance ». Que signifie cette expression la « *substance* » de la chose ? On ne peut pas dire que c'est la valeur de la chose donnée en usufruit. L'usufruitier d'un fonds de terre ne doit pas restituer la valeur qu'avait ce fonds au moment où son droit est né, si cette valeur vient à diminuer pendant la durée de l'usufruit. On ne peut pas dire non plus que c'est l'identité de la chose que l'usufruitier doit respecter : le fonds de terre peut recevoir certaines modifications ou transformations sans que l'usufruitier encoure la moindre responsabilité. Lorsque l'usufruit porte sur des choses fongibles, ce sont des choses équivalentes et non les mêmes choses qui seront restituées. La substance de la chose, au contraire, c'est l'ensemble des qualités

qui lui sont nécessaires pour qu'elle puisse remplir la même fonction.

Les fruits, que l'on oppose à la substance ainsi définie, sont les parties de la chose que l'on peut enlever sans entamer sa substance.

Cette particularité en entraîne une autre : les fruits sont susceptibles de se reproduire périodiquement ; ils sortent pour ainsi dire « spontanément » de la chose. On peut donc les définir « tout ce qu'une chose « produit et reproduit sans altération de la substance », ainsi que le fait M. Chauveau (*Traité de droit civil* de Baudry-Lacantinerie, t. VI, *des Biens*, n° 485). On les oppose aux produits que l'on prélève sur la substance de la chose et qui ne sont pas susceptibles de se reproduire périodiquement.

Ces principes peuvent être appliqués à l'usufruit des valeurs mobilières. Ces valeurs produisent en effet des fruits ; ce sont, dit l'article 584, « les intérêts « des sommes exigibles, les arrérages des rentes. »

Il faut ajouter à cette énumération les bénéfices résultant d'une société, que l'article 584 ne classe pas parmi les fruits civils et qui méritent, cependant, une étude spéciale.

I. — LES REVENUS DES CAPITAUX.

Nous devons classer les revenus des capitaux en deux catégories : les intérêts à proprement parler,

à côté desquels on a voulu placer les primes de remboursement, et les arrérages des rentes.

1° Intérêts des capitaux.

Ils sont expressément visés par l'article 584 ; aucun doute ne peut être permis sur ce point.

Ils réunissent d'ailleurs les deux qualités que nous avons considérées comme essentielles aux fruits. En effet, ils sont susceptibles de se reproduire périodiquement, car on fixe leur consistance à une certaine quantité chaque année et tant que le capital restera placé, les fruits en naîtront spontanément.

Ils n'entament pas non plus la substance de la chose, puisque, à l'échéance, le capital sera remboursé dans son intégralité et aura la même valeur qu'au moment où il a été placé.

On distingue deux espèces d'intérêts : l'intérêt conventionnel et l'intérêt légal. Le premier est fixé par une convention entre les parties contractantes. Le créancier, en laissant au débiteur l'usage d'une certaine somme d'argent, exige un prix pour cet usage, ce prix convenu est toujours la rémunération d'un service rendu. Toutefois le taux de l'intérêt est limité dans une certaine mesure ; la liberté des parties n'est pas entière.

L'intérêt légal, dû en cas de retard apporté dans le paiement après une mise en demeure, est une indem-

nité destinée à compenser les conséquences dommageables du retard. Elle a un tout autre caractère.

Néanmoins, l'intérêt conventionnel et l'intérêt légal constituent des produits périodiques du capital et doivent être considérés comme des fruits.

Il y a, au contraire, une troisième forme d'intérêts dont on peut se demander si son caractère de fruit est certain : c'est l'escompte fait par un banquier. J'ai entre les mains une traite à trois mois et me trouve avoir immédiatement besoin d'argent. Je vais chez un banquier qui me verse le montant de la traite diminué de 5 %. Cet escompte est-il un fruit ? C'est le prix de la jouissance de l'argent pendant ce délai ; mais ce prix porte atteinte à la substance du capital ; il n'est pas susceptible de se reproduire ; ce n'est donc pas un fruit.

2° Primes de remboursement et lots.

Lorsqu'une compagnie, une ville ou un Etat émet des obligations, il arrive très souvent que, pour encourager les souscripteurs, il cède ses titres à un prix légèrement inférieur à leur valeur nominale. Plus tard, lorsque le remboursement aura lieu, le débiteur recevra, en plus de ce qu'il a versé, une somme supplémentaire qui constitue la prime de remboursement. L'obligataire, porteur d'un titre remboursable

à 500 francs, n'aura eu, par exemple, que 400 francs à verser. L'écart entre le capital versé et le capital remboursé, entre le taux d'émission et le taux nominal, constitue la prime.

A côté de cette combinaison, on en trouve une autre un peu moins fréquente, mais qui participe de la même nature. Au lieu de chercher à attirer l'acheteur par un gain certain mais limité, on peut aussi lui offrir les chances d'un gain bien supérieur, mais aussi plus aléatoire. Chaque année, une ou plusieurs fois, on tirera au sort entre les titres pour savoir quel sera celui ou ceux qui bénéficieront de ce gain. Les gains ainsi répartis et que l'on appelle des lots, seront évidemment en nombre inférieur aux obligations. Tous les porteurs n'en profiteront pas, mais au moment de la souscription, chacun pourra espérer gagner 200.000 francs, 100.000 francs, 10.000 francs si une de ses obligations sort au tirage.

Nous nous trouvons ainsi en présence de deux combinaisons qui donnent soit à tous les créanciers, soit à certains seulement, outre leur capital et les intérêts de ce capital, un gain qui n'est distribué qu'une seule fois.

Quelle est la nature juridique de ce gain ? Quatre opinions se trouvent en présence.

Ces primes ou lots peuvent être considérés soit comme une somme d'intérêts accumulés, soit comme

un *donum fortunæ*, soit comme le prix d'un risque, soit enfin comme une plus-value du capital.

La première opinion est certainement la moins répandue. M. Chauveau semble cependant ne pas la trouver tout à fait fausse (*Des Biens*, n° 588). Elle repose sur cette observation que chaque année on retient sur les intérêts une certaine somme ; au lieu de distribuer le produit de ces prélèvements en plusieurs échéances, on en fait un bloc et on les attribue au créancier seulement à la fin du prêt, au moment du remboursement. Ou bien encore on forme de tous les prélèvements ainsi opérés sur tous les obligataires, une masse commune d'où l'on tire les lots qui seront répartis par voie de tirage au sort.

A l'appui de cette opinion on invoque l'article 5 de la loi du 21 juin 1875, alinéa 1. Aux termes de ce texte, « sont assujettis à la taxe de trois pour cent « (3 %) établie par la loi du 29 juin 1872 les lots et « primes de remboursement payés aux créanciers et « aux porteurs d'obligation, effets publics et tous « autres titres d'emprunt. »

L'article 20 de la loi du 25 février 1901 porta cette taxe à 8 % en ce qui concerne les lots seulement. Or cette taxe de 3 % qui a été postérieurement élevée à 4 % (1), doit, d'après l'article 1^{er} de la loi de 1872, être

(1) Loi du 26 décembre 1890, article 4.

prélevée sur les intérêts, dividendes, revenus, arrérages, produits ou bénéfices de valeurs mobilières. Puisque les primes de remboursement et les lots sont soumis au même impôt que les intérêts, on pourrait admettre qu'ils ont la même nature.

Toutefois, ces deux arguments ne semblent pas résister à un examen attentif. Il est tout à fait artificiel de supposer que les lots ou les primes sont prélevés sur l'intérêt annuel ; il est possible que les compagnies, les villes ou les Etats débiteurs procèdent ainsi pour constituer le fonds qui servira au paiement des primes ou lots ; mais il est également possible qu'ils emploient un procédé identique pour former le fonds qui permettra d'amortir le capital lui-même. Il n'est pour ainsi dire pas de dette de capital qui, en raisonnant ainsi, ne puisse être considérée comme le résultat d'une capitalisation d'intérêts.

L'argument tiré des lois de 1872 et 1875 sur l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières se retourne aisément contre ceux-là mêmes qui l'invoquent. Ce n'est pas, en effet, la loi de 1872 sur les revenus de valeurs mobilières que l'on a étendue par voie d'interprétation aux lots et aux primes. C'est cependant ce qui aurait dû arriver dans la théorie que nous combattons : si les primes et les lots étaient de véritables intérêts, ils étaient implicitement compris dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi de 1872 ; aucun

doute ne pouvait s'élever. Puisque l'on a eu besoin d'un texte spécial, puisqu'il a fallu régler par une disposition particulière l'impôt sur les primes et les lots, c'est que ces primes et ces lots n'étaient pas de véritables intérêts.

Examinons, en effet, le problème en lui-même et voyons si nous retrouvons dans ces primes ou ces lots, les éléments caractéristiques des fruits. Nous avons vu que, lorsque les fruits étaient des produits spontanés du capital, ils en laissaient intacte la substance (c'est-à-dire, en matière de valeurs mobilières, la valeur) et étaient susceptibles de se reproduire périodiquement. Or, s'il est incontestable que les fruits sont des produits spontanés du capital et en laissent intacte la substance, il est, au contraire, certain que ces primes ou ces lots ne sont pas susceptibles de se reproduire périodiquement. On ne peut donc pas les considérer comme des intérêts.

M. Labbé, dans une note célèbre, s'est rangé à une opinion voisine de celle que nous venons d'exposer, mais non absolument identique (S., 1878, 1, 5) : « Pour
« nous, nous acceptons l'exactitude de l'analyse qui
« trouve le germe de la prime dans des intérêts re-
« tenus. Que nous importe ? Ces intérêts ne sont-ils
« pas retenus pour être capitalisés ? Le but de la com-
« binaison n'est-il pas une conversion d'intérêts éco-
« nomisés en capital ? Cette capitalisation est-elle un

« résultat de conventions que l'usufruitier doit respecter ? Là est pour nous la question et l'affirmation est pour nous manifeste. » Au fond, cette théorie est presque semblable à la précédente dans son principe et elle commet la même inexactitude. Elle confond le procédé par lequel les débiteurs arrivent d'ordinaire à se procurer les ressources nécessaires pour faire face à leurs engagements et le mode juridique de formation de la prime. Elle ajoute en outre une seconde inexactitude à la première, car la prime ne prend pas absolument la nature du capital. En particulier elle ne produit pas forcément des intérêts ; elle suit seulement le sort du capital en ce qui concerne le remboursement.

Laurent accepte, en principe, la théorie de Labbé ; mais il la précise dans un sens qui lui donne un aspect un peu différent (VI, 427). D'après lui, la prime n'est pas seulement un supplément d'intérêts, c'est également un *donum fortunæ*, c'est-à-dire un avantage dû au hasard. Laurent arrive à cette conclusion en recherchant si l'usufruitier a droit à la jouissance de la prime. « Cela même est douteux, répond-il. On « pourrait dire qu'il n'a droit qu'à l'intérêt de son « action et non à la jouissance du don que la fortune « fait au propriétaire à l'occasion de cette action. « Toutefois, nous préfererions l'opinion contraire. « L'usufruitier jouit comme le propriétaire ; or, le

« propriétaire aurait joui de la prime, l'usufruitier
« doit avoir le même droit. » Cela, à vrai dire, n'est
pas clair, et les explications qui suivent compliquent
encore cet exposé ; aussi, croyons-nous utile de les
rapporter intégralement avant d'en rechercher la si-
gnification exacte. « Cette conséquence à laquelle
« nous aboutissons paraîtra singulière et même con-
« tradictoire. L'usufruitier d'une action gagnera les
« intérêts de cette action et il n'aura que la jouis-
« sance de la prime. Est-ce que la prime et les inté-
« rêts ne sont pas le produit d'un seul et même droit ?
« Et l'article 588 ne veut-il pas que l'usufruitier fasse
« siens tous les produits du droit ? Nous avons ré-
« pondu d'avance à l'objection, en disant que la
« prime n'est pas un produit de l'action, que c'est un
« don de la fortune. La difficulté est de savoir qui doit
« profiter de cette loterie que l'on appelle emprunt
« à primes ? Quand la propriété est entière, l'action-
« naire en profite ; quand la propriété est démem-
« brée, la créance appartient à deux personnes, à
« l'actionnaire pour la nue propriété, à l'usufruitier
« pour la jouissance ; donc le gain fait à l'occasion de
« l'action doit se répartir entre eux, l'un aura le ca-
« pital, l'autre la jouissance du capital. Voilà com-
« ment il se fait que l'usufruitier gagne les intérêts
« et n'a que la jouissance de la prime. »

La difficulté vient de ce que Laurent dit que la

prime est un intérêt (p. 538) et qu'il ajoute plus loin (p. 539) que c'est non le produit du capital, mais le produit du hasard. La conciliation qu'il essaie d'établir semble reposer sur un sophisme, car il dit sans le démontrer que le gain fait à l'occasion de l'action doit se répartir entre les deux titulaires du droit.

Cependant, une étude attentive va nous permettre de trouver dans la théorie de Laurent la solution du problème. Il convient pour cela de définir le sens exact des mots « intérêts » et « don de la fortune » dans le passage précité.

Remarquons, en premier lieu, que Laurent, bien que parlant d'actions, fait allusion ici aux titres de créance négociables et non pas aux parts d'associés. Cette équivoque dissipée, nous constatons aussi que Laurent, qui considère la prime de remboursement comme étant un don de la fortune, veut dire qu'il s'agit d'une chose analogue à un trésor, c'est-à-dire d'une chose qui est attachée au bien soumis à l'usufruit, mais distincte de ce bien et n'en provenant pas. Quand il dit que la prime est un intérêt, il n'entend pas dire qu'elle provient du capital, car il semble ne pas considérer cette prime comme venant du capital, mais seulement comme y étant attachée. Il prend, en effet, le mot substance dans un sens strict ; c'est pour lui l'essence matérielle de la chose, non l'utilité dont elle est susceptible. Les fruits sont, à strictement parler, les

choses produites par la matière de la chose; les fruits civils ne sont considérés comme fruits qu'en vertu d'une fiction. En réalité, ils sont d'une matière différente, étrangers au capital auquel ils sont rattachés par un lien exclusivement juridique. Si l'on prend le terme « d'intérêt » dans ce sens, la prime qui apparaît comme une dépendance juridique du capital peut néanmoins être traitée de produit du hasard. Cette dépendance juridique est, en effet, établie par le sort lorsqu'il s'agit du moins de valeurs à lots, et c'est l'espèce que Laurent considère surtout.

Ainsi, d'après cet auteur, le lot est un intérêt en ce sens qu'il est attaché à la créance du capital; mais il en diffère en ce qu'il n'est pas rattaché à ce capital par une convention, mais seulement par l'effet du hasard. Il ne peut donc être considéré comme un fruit civil.

Qu'y a-t-il de vrai dans cette théorie? C'est l'idée que la prime ou le lot est dû en partie au hasard. M. Chauveau (n° 590) le reconnaît lui-même. « Sans doute la prime de remboursement ou le lot est dans une certaine mesure un *donum fortunæ*, puisque c'est un gain fait à la loterie. »

Mais, on peut reprocher à Laurent de ne pas voir que le lien entre le capital et l'intérêt est non seulement juridique, mais encore économique. L'intérêt, en effet, est le prix de la jouissance du capital; c'est

le loyer de l'argent. En conséquence, il devrait revenir à celui qui a droit à la jouissance du capital, c'est-à-dire à l'usufruitier ; c'est véritablement un fruit.

D'autres ont contesté que la prime fût une somme d'intérêts accumulés ou un *donum fortunæ*, ils y ont vu le prix d'un danger.

A l'appui de cette théorie, on trouve un arrêt de la cour de Douai du 24 janvier 1873 (S., 73, 2, 244 ; P., 1873, 105, 6). « ...Attendu que si les lois de 1807 et de 1850 doivent, en ce qui concerne le taux d'intérêt, régir tous les prêts, même ceux à long terme, il faut reconnaître qu'elles ne peuvent être invoquées dans des opérations de ce genre, à raison des stipulations particulières intervenues pour compenser les risques exceptionnels occasionnés par le long retard de l'amortissement ; que ces risques résultent à l'évidence non seulement de la fluctuation du marché des valeurs mobilières et de la dépréciation progressive de l'argent, mais aussi de l'époque incertaine du remboursement et des éventualités attachées à toute entreprise industrielle ; Attendu qu'il est impossible de méconnaître les chances aléatoires attachées à tout prêt industriel à long terme ; que la prime est la compensation des risques auxquels le prêteur s'est exposé et qu'elle a été la cause déterminante du prêt... »

En présence de ce problème et des différentes solu-

tions qui en ont été données, quelle a été l'attitude de la jurisprudence ? Nous trouvons quelques arrêts qui ont estimé avec M. Chauveau que la prime constitue un intérêt et doit, en conséquence, être attribué à l'usufruitier (Lyon, 29 mai 1884, S., 85, 2, 79 ; Trib. Château-Thierry, 20 déc. 1882, S., 84, 2, 103 ; Trib. Villefranche-sur-Saône, 8 déc. 1882, S., 83, 2, 163).

Mais on peut dire que la jurisprudence a été fixée dans un sens différent par un arrêt fondamental de la chambre civile en date du 14 mars 1877. Cet arrêt a statué sur la question en motivant sa solution de la manière suivante : « Attendu que la souscription des obligations des ponts de Lyon n'a eu lieu que sous la condition de recevoir une prime au jour de remboursement ; que cette prime forme un surcroît de capital qui appartient au nu-propriétaire de l'obligation et dont la jouissance seule peut être réclamée par l'usufruitier ; qu'en le jugeant ainsi l'arrêt attaqué n'a violé aucun des principes invoqués par le pourvoi... »

Il résulte, de cet arrêt, ce principe que la prime s'incorpore au capital et ne constitue pas un fruit.

Cette solution se peut concilier avec les théories de Labbé, de Laurent, et avec l'arrêt de la cour de Douai, mais la jurisprudence la donne sans en tenter d'explication.

M. Labbé a essayé de soutenir que la jurisprudence

considérerait la prime comme constituée par des intérêts capitalisés, en invoquant un arrêt antérieur de la cour de cassation rendu dans la faillite de la compagnie du chemin de fer de Graissessac à Béziers (Cass., 10 août 1863, S., 1863, 1, 428). Cette compagnie avait émis des obligations avec primes de remboursement, mais elle fit faillite avant l'arrivée du terme.

La question se posa de savoir si la prime était due ou si les créanciers ne produisaient que pour la somme réellement versée par eux.

La cour de cassation décida qu'il faudrait diviser la prime en deux fractions telles qu'elles seraient entre elles dans le même rapport que le temps écoulé du versement à la faillite au temps qui s'écoulerait de la faillite à l'échéance.

Pour M. Labbé, « les magistrats ont reconnu que la « majoration du capital remboursable représentait « une somme de fruits économisés ; que la loi qui « arrête le cours des intérêts au jour de la déclaration de la faillite s'opposait à ce que les obligations « profitassent pour le tout de la prime convenue. »

Cette interprétation ne nous paraît pas satisfaisante. Elle permettrait en effet de considérer la prime comme le produit d'intérêts capitalisés. Or, nous croyons qu'elle n'est pas la seule compatible avec l'arrêt. Nous pouvons concevoir avec le système de la cour de Douai qu'en cas de remboursement anti-

cipé, la prime soit réduite : elle est, en effet, accordée en raison du danger de perte possible que le capital courra pendant un certain temps ; puisque ce danger n'est couru que pendant une partie de ce temps, le nu-propriétaire n'aura droit qu'à une partie de la prime. La solution est logique et ne doit point nous étonner.

Aussi pouvons-nous conclure en affirmant que la prime de remboursement ne constitue pas un fruit mais une plus-value du capital.

3° Arrérages des rentes.

L'article 584, alinéa 1^{er}, dit expressément que les arrérages des rentes constituent des fruits.

Cette solution peut surprendre. La rente, en effet, est établie en échange d'un capital. Or, ce capital est définitivement aliéné et ne reparaitra que sous la forme d'arrérages. Le fruit provient donc de la substance même du capital et absorbe cette substance. Comment peut-on admettre que l'usufruitier qui doit la conserver pourra jouir de la rente ?

En premier lieu, aucun doute n'est possible pour les rentes perpétuelles ou constituées pour une durée très longue ; la jouissance du capital appartient, en effet, entièrement au débi-rentier, il ne s'engage pas à rendre l'argent à une époque déterminée ; il pro-

met seulement de servir au crédi-rentier un revenu annuel et pendant une durée indéfinie.

Des difficultés, au contraire, plus sérieuses apparaissent pour la rente viagère. Là, le capital est réellement absorbé par les arrérages. L'ancien droit décidait, en conséquence, que deux parts devaient être faites dans les arrérages : l'une représentait l'intérêt et allait à l'usufruitier, l'autre devait servir à reconstituer le capital et appartenait pour la propriété au nu-propriétaire, pour la jouissance à l'usufruitier. (Pothier, *Douaire*, n° 25, *Donation entre mari et femme*, n° 219). Au contraire, l'article 588 du code civil décide formellement que « l'usufruit d'une rente viagère donne aussi à l'usufruitier, pendant la durée de son usufruit, le droit d'en percevoir les arrérages sans être tenu à aucune restitution. »

Et la raison de cette solution se trouve dans ce fait que le propriétaire du capital a échangé ce capital contre une jouissance. Elle doit donc passer toute entière à l'usufruitier, bien qu'étant le prix d'un capital disparu.

II. — REVENUS DES PARTS D'ASSOCIÉS.

Avant de rechercher si les parts d'associés produisent des fruits et quels sont ces fruits, il importe de savoir si elles sont susceptibles d'usufruit.

Une réponse négative ne nous paraît pas possible.

En effet, il est indubitable que la part d'associé constitue un droit de créance. L'article 529 du code civil classe, en effet, parmi les meubles « les actions ou « intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles « dépendant de ces entreprises appartiennent aux « compagnies. »

Ce texte n'est intelligible que si l'on considère les compagnies comme des personnes morales. Le droit de l'associé cesse dès lors d'être un droit de copropriété pour devenir un droit de créance contre la personne morale.

Cette interprétation entraîne, d'ailleurs, une seconde conséquence, c'est que le caractère mobilier du droit de l'associé existe non seulement quand il s'agit de compagnies, c'est-à-dire de sociétés par actions, mais encore quand il s'agit de sociétés par intérêts (nom collectif ou commandite). Il se retrouve même dans toutes les sociétés pourvues de personnalité. Les associés auront donc un droit de créance non seulement quand ils appartiendront à une société commerciale ou industrielle (art. 529), mais encore quand ils seront entrés dans une société civile ou dans une société coopérative. (La personnalité juridique est reconnue aux sociétés civiles depuis un arrêt de la cour de cassation, Cass., 23 févr. 1891, D., 91, 1, 337, S., 92, 1, 73). Il n'y aura d'exception que pour les rares

sociétés qui ne sont pas douées de la personnalité morale (associations en participation, société de copropriétaires de navires).

Puisque le droit de l'associé constitue un droit de créance, il est donc susceptible d'usufruit.

Toutefois, deux objections peuvent être soulevées. En premier lieu, n'y a-t-il pas contradiction entre certains principes spéciaux aux sociétés et la division du capital et des fruits ? En second lieu, les parts d'associés produisent-elles des fruits ?

La première objection ne paraît pas irréfutable. On peut se demander, en effet, si la division de la créance de l'associé entre un nu-propriétaire et un usufruitier n'est pas impossible en présence du caractère personnel du droit de l'associé. Cette remarque ne s'applique naturellement pas à toutes les sociétés, toutes n'étant pas constituées *intuitu personæ*. Il faut mettre à part les sociétés par actions dont les titres sont négociables et pour elles l'on ne saurait mettre en doute, en effet, la possibilité de séparer le droit au capital du droit aux fruits.

Mais, que décider pour les sociétés en commandite ou par intérêts ? Il faut distinguer deux hypothèses : celle où la part est cessible d'après les statuts et celle où aucune cession n'est possible.

Dans le premier cas, la constitution d'un usufruit est admissible, mais encore faut-il qu'elle soit faite

dans les cas prévus par les statuts. La jurisprudence nous permet de préciser en citant un exemple, c'est l'espèce qui a fait l'objet de l'arrêt de la chambre des requêtes du 10 décembre 1878 (D., 1879, 1, 224). « M. Masurier était, au moment de sa mort, engagé, avec son frère, dans les liens d'une société en nom collectif ; peu de temps auparavant, par un acte modificatif de l'acte de société, il avait été convenu qu'en cas de décès de l'un des deux associés, la société ne serait pas dissoute, qu'elle continuerait jusqu'au 30 juin 1863, mais que les héritiers du prédécédé ne seraient plus que commanditaires. »

M. Masurier mourut laissant des enfants mineurs ; il fut décidé que sa femme aurait droit à l'usufruit légal des parts de commandite dans la société Masurier frères.

Dans le second cas, la constitution d'un usufruit sur une part d'associé en commandite ou par intérêt est impossible quand la cession de cette part est défendue. Toutefois, avec l'autorisation de tous les associés, l'obstacle serait levé. On pourrait également, même en dehors du consentement unanime des associés, constituer un usufruit qui ne serait pas opposable aux autres associés. Ce serait un simple contrat de « croupe ». L'usufruitier aurait droit à tous les bénéfices distribués par la société ; mais cette dernière se libérerait valablement entre les mains de

l'associé nu-propriétaire. Ainsi, l'usufruit d'une part d'associé paraît possible.

Cependant, peut-on dire véritablement que les bénéfices en général constituent des fruits ? Quelle va être la part de l'usufruitier ?

Une distinction s'impose entre trois catégories de bénéfices :

- 1° Bénéfices distribués chaque année.
- 2° Bénéfices non distribués et mis en réserve.
- 3° Bénéfices produits dans une société qui ne distribue pas annuellement de dividende.

1° Bénéfices distribués chaque année.

Lorsqu'une société commence à fonctionner, elle a à sa disposition une certaine quantité de biens indispensables à sa marche. A ces biens apportés, viennent s'en ajouter d'autres provenant du commerce ou de l'industrie sociale : ce sont des bénéfices.

Comment va-t-on, à la fin de l'exercice, connaître le chiffre des bénéfices qui pourront être distribués ?

On fait en premier lieu l'inventaire des valeurs sociales, inventaire imposé d'ailleurs aux sociétés commerciales par l'article 9 du code de commerce. On obtient ainsi le chiffre de l'actif. En regard on inscrit le chiffre qui représente la valeur des biens apportés : le capital social et on y ajoute le montant des dettes sociales. On sait ainsi, en comparant les

totaux, si la société, depuis qu'elle fonctionne, est ou non en perte, mais on ignore encore le chiffre des bénéfices à distribuer, on le saura en prélevant sur les bénéfices réalisés :

1° Les fonds affectés par les statuts, la loi ou les associés, aux réserves.

2° Les sommes à distraire pour les amortissements divers.

3° Les quotités de bénéfices ayant des affectations spéciales.

Il reste alors la somme des bénéfices à distribuer, chaque associé en a sa part, part variable si les statuts fixent certaines règles pour leur distribution.

Doit-on considérer ces parts de bénéfices comme des fruits ? L'article 584 ne les classe pas parmi les fruits civils. D'où une seconde question ; l'énumération de l'article 584 est-elle énonciative ou limitative ?

En règle générale, les auteurs n'hésitent pas à admettre que l'article 584 ne contient qu'une énumération. Laurent, lui-même, dont on connaît cependant le système d'interprétation littérale, admet que les bénéfices sont des fruits civils (t. VI, n° 402). Cependant on pourrait avoir certaines raisons de douter. C'est, en effet, une opinion fort répandue que les fruits civils ne sont considérés comme tels que par suite d'une fiction de la loi : ce caractère arti-

ficiel devrait imposer une classification plus stricte et une interprétation limitative de l'article 584.

Toutefois, cette considération est fautive à notre avis. Les fruits civils ne sont pas, en effet, classés comme tels en vertu de la volonté arbitraire du législateur, mais bien parce qu'ils représentent réellement la jouissance de l'argent prêté. A ce titre, ils reviennent à l'usufruitier.

Ainsi précisée, la question se pose de la manière suivante : les bénéfices distribués annuellement sont-ils le prix de la jouissance d'un capital ? L'affirmative s'impose : en effet, le capital engagé dans la société, l'apport, appartient quant à la jouissance à la société, il est juste que la société qui est une personne morale, indépendante de la personnalité de l'associé, paie une certaine somme pour prix de sa jouissance. Cette somme constitue le bénéfice distribuable.

Toutefois, une nouvelle difficulté surgit ; souvent on distingue dans le bénéfice distribué deux parts : un coupon d'intérêt et un coupon de dividende. Le premier représente véritablement le loyer de l'argent apporté ; il est équivalent au taux courant de ces loyers et, dans de nombreux cas, il doit être payé quelle que soit la situation de la société, parfois même en l'absence de bénéfices.

Quant au coupon de dividende, ne serait-il pas un

fruit ? Tous les auteurs cependant et les arrêts sont unanimes à lui reconnaître ce caractère. En effet, il est certain que ce n'est pas un intérêt, il ne représente pas simplement le loyer de l'argent. C'est le produit de la jouissance de la somme engagée dans la société et non la représentation de cette jouissance. Dans les sociétés en nom collectif ou en commandite, l'argent n'est pas prêté à un tiers pour qu'il le fasse fructifier et en retire lui-même des bénéfices, le prix de la jouissance de cet argent n'est pas fixé à un taux forfaitaire. On le fait soi-même fructifier et on en recueille tous les produits. A ce titre le dividende constitue un fruit. Il est à remarquer en outre qu'il a le caractère de périodicité indispensable pour caractériser le fruit ; il naît et renaît du capital sans en consommer la substance.

Nous sommes amenés à nous demander si le coupon d'intérêt constitue réellement un fruit, lorsqu'il est distribué en l'absence de bénéfices. La notion d'intérêt est-elle compatible avec la notion de société ?

Cette question qui a été très débattue est extrêmement délicate. Nous remarquerons cependant qu'elle doit être résolue dans le sens de l'affirmative. En effet, bien que les associés mettent eux-mêmes en œuvre les capitaux apportés par eux, bien qu'ils aient la direction et l'administration de l'entreprise, la so-

ciété néanmoins constitue une personne morale distincte. C'est en réalité cette personne qui jouit du capital, et en recueille la première les bénéfices. Il est donc juste qu'elle paie aux associés l'intérêt de l'argent qu'elle a reçu d'eux, et qu'elle le paie même, à la rigueur, lorsqu'elle ne retire pas de bénéfices.

Si nous voulons, pour conclure, caractériser l'intérêt et le dividende, nous dirons que l'un est le loyer de l'argent, tandis que l'autre est le produit de l'activité du capital. A ce titre, ils constituent tous deux des fruits naissant spontanément et périodiquement de la chose, sans en entamer la substance.

2° Bénéfices non distribués.

Chaque année, à la fin de l'exercice, lorsque l'on procède à l'inventaire, on trouve dans toute société dont les affaires sont prospères, un actif supérieur au passif. Le bénéfice brut est obtenu en retranchant de l'actif le passif auquel on ajoute le montant du capital social. Ce bénéfice n'est pas distribué intégralement et, pour connaître les sommes qui pourront être mises en distribution, il faut retrancher de l'actif : 1° les amortissements opérés au cours des exercices précédents, 2° les réserves déjà constituées. De l'excédent obtenu, on prélève encore la somme affectée aux amortissements annuels et à l'augmentation des ré-

serve. Il reste alors le bénéfice qui peut être mis en distribution.

On voit donc que l'avoir social comprend, en plus des bénéfices distribuables, des sommes importantes représentant des bénéfices non distribués.

Il est nécessaire d'insister un peu sur ce point et de déterminer quelles sont les différentes réserves dont l'existence est possible dans une société, comment ces réserves se forment et quelle est leur utilité. Nous pourrions ainsi préciser la nature intime de la réserve et décider si on doit la considérer ou non comme un fruit.

On peut classer les réserves en cinq catégories : les réserves légales, les réserves statutaires, les réserves extraordinaires, les réserves occultes et les reports.

1° La loi du 24 juillet 1867 prescrit, dans son article 36, un prélèvement annuel de 5 % sur les bénéfices dans les sociétés anonymes, prélèvement qui cesse d'être obligatoire quand la réserve légale ainsi constituée atteint le dixième du capital social.

2° Les statuts imposent fréquemment la constitution d'une réserve supplémentaire ou tout au moins la continuation du prélèvement de 5 % quand la réserve atteint le maximum prescrit par la loi, c'est là une réserve statutaire.

3° Les réserves extraordinaires sont établies par

des décisions d'assemblées générales qui peuvent en disposer et les distribuer en cours d'exercice si cela leur semble utile.

4° Les amortissements ont pour résultat de constituer de véritables réserves et, dans toute société bien conduite, le matériel doit être amorti avant d'être usé. Dans le bilan ne figurent pas ces réserves, d'où leur nom de réserves occultes.

5° Les reports sont des réserves d'une très faible importance. Lorsque l'on distribue l'excédent du solde profits et pertes après que tous les prélèvements statutaires ont été opérés, on veut généralement donner aux actionnaires une somme ronde ne comportant pas de fraction. Le total des dividendes est donc légèrement inférieur à la somme restant au compte profits et pertes. La différence en sera reportée au compte de l'exercice suivant.

On voit donc que les réserves sont nombreuses et constituent une somme importante dans une société prospère. Toutes proviennent de prélèvements sur les bénéfices bruts de chaque année.

Nous devons maintenant rechercher l'utilité des réserves au triple point de vue des tiers, de la société et des associés ; quand nous l'aurons déterminée, nous verrons si ces réserves constituent des fruits et quels sont sur elles les droits de l'usufruitier.

Les réserves constituent, d'abord, une garantie pour les tiers. Sous le régime de l'exercice annuel, les créanciers sociaux peuvent craindre que les associés, profitant d'une prospérité passagère, ne se distribuent tous les bénéfices. Or, si les exercices suivants se trouvent en déficit, les intérêts des tiers peuvent être gravement compromis. D'où l'utilité des réserves qui serviront à couvrir ces déficits possibles.

Les réserves, d'autre part, servent à la société en permettant l'augmentation des immobilisations et du portefeuille.

Elles assurent enfin aux associés des bénéfices importants qu'ils pourront se distribuer après la dissolution de la société.

En somme, on peut presque considérer ces réserves comme étant un supplément du capital social, elles n'en diffèrent que par leur origine.

Les associés ont sur ce supplément les mêmes droits que sur le capital : c'est une créance conditionnelle qui ne peut devenir exigible qu'à un terme éloigné. Son utilité est la même que celle du capital social. Tout, excepté son origine, l'assimile donc aux apports des associés.

Il nous reste à étudier la question qui intéresse directement notre sujet : les réserves constituent-elles des fruits ?

Nous avons vu que les fruits civils se distinguent

par trois caractères : ils sont produits par le capital, ils en naissent périodiquement, leur production n'entame pas la substance de la chose : Les réserves présentent-elles ces trois qualités ?

Il est incontestable qu'elles sont produites par le capital : ce sont, en effet, les apports des associés qui sont la source primitive de tout l'actif social. Le lien qui unit les apports aux réserves est de même nature que celui qui unit le capital aux dividendes. Il y a donc, à ce point de vue, même raison de les considérer comme des fruits.

Elles n'entament pas non plus la substance du capital, puisqu'elles ne s'augmentent que dans l'hypothèse où l'actif social est supérieur au passif augmenté du capital. A l'expiration de la société, avant de procéder à la répartition des réserves, les associés reprennent leurs apports. A ce point de vue encore on peut donc assimiler les réserves aux fruits.

Quant à leur reproduction, elle n'est point périodique. Ce ne sont point des choses qui naissent et renaissent du capital social, elles se forment progressivement grâce à lui. En conséquence, on ne peut les considérer comme des fruits.

Si nous nous plaçons à un autre point de vue et recherchons si, économiquement, les réserves sont le prix de la jouissance du capital, nous serons amenés à reconnaître qu'elles sont seulement le produit de

cette jouissance, puisqu'elles résultent de l'activité de la société, appliquée au capital social. Leur fonction étant de sauvegarder le capital social pendant la durée de la société, on peut dire sans exagération que ces réserves sont, par la volonté même du législateur ou des associés, incorporées au capital dont elles suivent le sort. Notre conclusion sera donc que les réserves reviennent au nu-propriétaire et non à l'usufruitier.

Cette opinion est partagée par la plupart des auteurs et par la jurisprudence. (Cass., 5 février 1890, S., 93, 1, 471, D., 90, 1, 300; Paris, 27 avril 1827, S. chr. ; Bordeaux, 5 juillet 1870, S., 71, 2, 16, D., 71, 2, 174 ; Paris, 17 juillet 1887, D., 88, 2, 243 ; Bruxelles, 29 mai 1885, D., 85, 2, 276 ; Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des Biens*, p. 383, n° 593 ; Labbé, note citée ; Laurent, t. VI, p. 507 et 508, n° 402 ; Massé et Vergé, t. II, S., 308, n° 7 ; Massé, *Droit commercial*, t. II, n° 1406 ; Carpentier, *Répertoire*, v° *Usufruit*, n° 309).

Les termes de l'arrêt de la cour de cassation du 5 février 1890, sont à cet égard particulièrement caractéristiques : « Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué
« que le Conseil général de Baccarat a pris, au cours
« de l'usufruit de Castillon, diverses décisions en
« vertu desquelles il a affecté une partie des bénéfices annuels au développement des affaires so-

« ciales et au perfectionnement de l'outillage ; que,
« par une appréciation souveraine des faits et docu-
« ments de la cause, l'arrêt décide que le Conseil
« général puisait dans les statuts le pouvoir d'or-
« donner, comme il l'a fait, les prélèvements dont
« s'agit, et que les sommes, par lui prélevées et
« portées à une réserve facultative, ont eu, non pas
« le caractère de dividendes distribuables aux as-
« sociés suivant un compte spécial ouvert à leur
« crédit, mais bien celui d'une épargne sociale régu-
« lièrement employée par la société à l'amélioration
« de son propre fonds ; attendu que, dans ces cir-
« constances, l'arrêt décide à bon droit que les som-
« mes dont s'agit ne pouvaient être considérées
« comme des fruits civils revenant à l'usufruitier des
« actions en vertu de l'article 586 du code civil, in-
« dépendamment de toute distraction régulièrement
« convenue et effectuée, mais au contraire comme
« un accroissement de l'actif social revenant en prin-
« cipe au propriétaire des actions ;... qu'en statuant
« ainsi, l'arrêt, outre qu'il est suffisamment motivé,
« n'a violé aucun des articles de loi visés au pourvoi ;
« par ces motifs : rejette... »

Telle est l'opinion généralement admise. On peut cependant concevoir une objection dirigée contre elle. La plupart des auteurs l'ont prévue et l'ont déclarée inopérante sans essayer de la réfuter. (V. notam-

ment Chauveau et Carpentier). Elle consiste à dire : la réserve ne peut être considérée comme incorporée au capital que si elle reçoit une affectation spéciale ; ainsi lorsque, dans une espèce analogue à celle de l'arrêt de 1890, les réserves ont pour objet le développement des affaires sociales et le perfectionnement du matériel, il est tout à fait admissible de considérer les sommes qui les constituent comme dépendant du fonds social. En d'autres termes, les réserves employées à augmenter les immobilisations sont incorporées au capital, les autres restant flottantes constituent seulement des revenus non distribués.

Cette objection a été victorieusement réfutée par Laurent (*loc. cit.*) : « Les statuts des sociétés, dit-il, « dérogent à la règle que l'usufruitier invoque, en ce « sens que le capital de réserve a une destination « spéciale ; il est formé pour assurer le service des « intérêts en cas de crise, et pour venir au secours « de la banque ou de l'établissement. L'usufruitier « n'y a donc aucun droit, il n'en aurait que si une « partie de la réserve était distribuée aux action- « naires. »

En somme, la réserve reçoit toujours une affectation, et, à défaut d'une destination quelconque, elle a celle de parer aux crises et aux pertes.

Ajoutons que l'objection réfutée repose sur une

erreur : en effet, la réserve qui figure au bilan dans le passif, est représentée dans l'actif par des éléments qui restent soit dans la catégorie des immobilisations, soit dans la catégorie des fonds de roulement, mais ces éléments correspondants ne sont pas spécialement désignés ; il n'y a pas lieu de distinguer selon que les réserves sont affectées à des immobilisations ou à l'augmentation du fonds de roulement. De toute manière, elles contribuent à élargir l'activité sociale ; elles augmentent les capitaux dont la société dispose pour ses opérations. C'est en cela que consiste la transformation des réserves en capital.

Tel est le principe. Mais, dans certaines hypothèses particulières, des difficultés d'application peuvent se produire. Il en est ainsi lorsque les réserves ou tout au moins une partie de ces réserves sont distribuées pendant la durée de la société. Laurent indique déjà le problème dans la phrase que nous avons rapportée plus haut et déclare que les usufruitiers ont le droit de participer à ces distributions.

Quelle solution doit triompher dans cette hypothèse ? Il faut d'abord nous rendre compte du but de cette distribution. Or, à ce point de vue, des distinctions s'imposent.

En premier lieu, la distribution d'une partie des réserves peut être faite en l'absence de dividende produit dans l'exercice ou encore si les bénéfices de

l'année sont insuffisants. La réserve a alors pour utilité de parfaire le dividende, ou bien à fournir, s'il n'y a aucun bénéfice, les sommes nécessaires au paiement des coupons d'intérêt. Il est à remarquer que l'on ne peut jamais affecter à cet emploi la réserve légale, il y a exception toutefois pour le cas où le coupon d'intérêt est stipulé payable en l'absence de bénéfices. En dehors de cette hypothèse exceptionnelle, la réserve statutaire ne peut être affectée à cet usage que lorsque les statuts l'autorisent ou lorsqu'une assemblée générale, réunissant les conditions voulues pour modifier les statuts, en a ainsi décidé.

Les réserves extraordinaires et les réserves occultes peuvent avoir aussi un emploi semblable, mais à des conditions variables avec la façon dont elles ont été constituées. Quant aux reports, c'est, peut-on dire, leur raison d'être que de servir à augmenter la somme à distribuer l'année suivante.

Que doit-on décider dans ce cas ? Il est difficile de distinguer les dividendes ainsi constitués de ceux formés grâce aux bénéfices réalisés dans l'année. Mais, si l'on voit dans ces bénéfices le produit de la jouissance du capital, il importe peu qu'ils aient été obtenus dans tel ou tel exercice, et si l'on se place à un point de vue strictement juridique, on reconnaîtra en eux tous les caractères des fruits. Aucune hésitations alors n'est possible, ils reviennent à l'usufruitier

(V. en se sens Laurent, *loc. cit.* ; Labbé, note citée ; Buchère, *Valeurs mobilières*, n^{os} 231 et 392).

Mais une autre hypothèse se peut présenter : au lieu d'être distribuées à raison de l'insuffisance des bénéfices, les réserves peuvent l'être, au contraire, en raison de leur chiffre très élevé.

La réserve légale a, par exemple, atteint le dixième du capital social, ou bien les associés estiment qu'une augmentation des réserves n'est plus nécessaire, la société étant à l'abri de tout danger. On procèdera alors à une distribution extraordinaire des bénéfices. Cette distribution est distincte du coupon d'intérêt et du coupon de dividende.

M. Labbé estime alors que c'est une partie du capital qui est ainsi distribuée par anticipation : « ce
« qui est réparti, c'est une part du fonds social
« comme tel, c'est un capital dont la conservation est
« jugée inutile. La capitalisation opérée n'est pas
« effacée, ce qui, d'ailleurs, est toujours exceptionnel
« et ne se présume jamais. Le nu-propriétaire doit,
« comme l'usufruitier, profiter, chacun dans la me-
« sure de son droit, de ce partage anticipé d'une
« partie du fonds social ». Nous ne pouvons qu'ap-
prouver ces conclusions. Vraies quand on considère
les réserves comme le résultat d'une capitalisation
de fruits civils, elles le sont plus encore quand on y
voit un véritable capital.

En conséquence, lorsqu'une société augmente son capital social en y incorporant une partie de ses bénéfices, les actions nouvelles distribuées aux associés reviennent au nu-propriétaire et non à l'usufruitier. Il en est de même lorsque la société a employé une partie de ses réserves à acheter des actions d'une autre société et qu'elle distribue ces actions à ses propres actionnaires. La cour de cassation, dans un arrêt célèbre du 14 mars 1877, s'est rangée à cette opinion en déclarant « que, du moment, en effet, que
« les actions de Dourges avaient été acquises des
« ressources de la Compagnie d'Anzin, elles étaient
« entrées dans le fonds productif de cette société
« pour n'en plus sortir que comme une part de ce
« fonds aliénée ou distribuée » (S., 1877, *loc. cit.*).

Lorsque les réserves sont distribuées, elles reviennent donc à l'usufruitier si elles sont destinées à compléter le dividende et au nu-propriétaire si elles sont considérées comme des acomptes sur les distributions à venir du fonds social.

Une difficulté d'un genre tout différent peut encore se présenter. Si la société ne distribue pas de dividende, bien qu'ayant réalisé des bénéfices, ces bénéfices servent à augmenter les réserves. Or l'usufruitier sera ainsi lésé au profit du nu-propriétaire, puisque ce dernier profitera seul d'un avantage, dont

aurait dû également profiter l'usufruitier. Que décider dans cette nouvelle hypothèse ?

Laurent l'a étudiée avec soin, il suggère deux solutions en indiquant sa préférence pour la seconde.

On peut décider, en premier lieu, que l'usufruitier sera propriétaire de la part de réserve correspondant au bénéfice non distribué, car même si cette réserve a contribué au développement de la société, a permis de faire des constructions, etc... ces impenses doivent incomber au nu-propriétaire et non à l'usufruitier.

En second lieu, on peut admettre que des impenses ayant été faites avec les bénéfices, elles tiennent lieu des fruits, que, partant, l'usufruitier doit y avoir droit.

Laurent répond très justement au premier argument que le principe selon lequel les impenses doivent incomber au nu-propriétaire n'a pas lieu de s'appliquer ici. « Les impenses qu'une société a le droit de faire, « sont, en réalité, supportées par tous ceux qui ont « droit à ces bénéfices, usufruitiers ou nu-propriétaires, peu importe. Tous en profitent dans les limites de leurs droits ; l'usufruitier ne peut pas se « plaindre, s'il n'en profite pas ou s'il n'en profite « que temporairement ; c'est là une conséquence de « la nature de son droit, lequel étant temporaire ne « peut pas profiter à l'usufruitier au delà du temps

« pour lequel il est établi. Il y a une chance attachée
« à tout droit viager : l'usufruitier profite des bonnes
« chances et il doit subir les mauvaises » (t. VI,
p. 509).

Au second argument invoqué, d'après lequel les impenses ayant été faites avec les bénéfices tiendraient lieu de fruits, Laurent répond : « Les statuts « dérogent aux principes, en permettant de faire « des impenses d'amélioration avec des bénéfices. » Nous préférons dire : les statuts permettent de fixer l'emploi des bénéfices et notamment d'ordonner qu'il ne sera pas distribué de dividende aux associés. Dans ces conditions, l'usufruitier n'a aucun droit sur les réserves constituées à la place des dividendes.

Telle est, en effet, la solution à laquelle nous aboutissons ; les bénéfices employés en impenses ou en constitution de réserves extraordinaires, ne sont pas des fruits, même lorsque ces constitutions empêchent de distribuer des dividendes. C'est en effet la mise en distribution qui transforme un bénéfice en fruit. S'il n'y a pas de mise en distribution, il n'y a donc pas de fruit.

3° Des bénéfices dans les sociétés qui ne font pas de distributions.

Ces sociétés (généralement sociétés de personnes ou sociétés par intérêt) devraient, d'après les vues des

rédacteurs du code civil et même du code de commerce, être la règle générale. Le régime de l'exercice n'est prévu dans la loi que pour les sociétés par actions (L., 24 juillet 1867). Il s'en faut cependant qu'il en soit ainsi dans la pratique. En réalité, la plupart des sociétés distribuent chaque année une part des bénéfices, une fois les opérations de l'inventaire terminées, même lorsqu'elles sont des sociétés de personnes et non pas seulement des sociétés de capitaux. Toutefois, on en trouve qui, par exception, ne distribuent pas de bénéfices ; ce sont presque toujours des sociétés de personnes, exceptionnellement aussi des sociétés de capitaux (notamment les sociétés coopératives de consommation).

Que va-t-il se passer alors ? Quel sera le droit de l'usufruitier ? Quel sera le droit du nu-propriétaire ?

Le capital engagé ne produit pas de fruits dans ces hypothèses. Remarquons en effet que les bénéfices n'étant pas mis en distribution ne présentent pas le caractère de périodicité essentiel dans la définition des fruits. L'usufruitier ne pourra donc prétendre à aucune part des bénéfices distribués.

Cependant, il aura droit aux bénéfices mis en distribution pendant le cours de la société à des titres autres que celui de dividendes, pourvu que ces distributions présentent un certain caractère de périodicité.

Il arrive ainsi fréquemment que les associés en nom

s'attribuent dans les sociétés de ce genre un traitement. Ce traitement n'est pas la rémunération d'un travail ; c'est un prélèvement sur les bénéfices dont on ne connaît cependant pas encore le montant. Si le pacte social ou les conventions particulières des associés comportent un traitement de ce genre, il reviendra à l'usufruitier et non au nu-propriétaire. Souvent, il est vrai, ce traitement attribué aux associés en nom est simultanément une avance sur les bénéfices et la rémunération d'un travail. Que décider dans cette hypothèse ? Il nous semble que cette circonstance ne modifie pas sensiblement le problème : en effet, le traitement sera toujours imputable sur les bénéfices : son caractère de rémunération d'un travail est une simple condition mise à sa distribution anticipée, mais si l'usufruitier ne fournit pas de travail, il n'aura pas le traitement : dans ce cas, le nu-propriétaire touchera à la fin de la société la totalité des bénéfices.

On doit donner la même solution pour les ristournes ou trop perçu dans les sociétés coopératives de consommation. Ces allocations diverses sont accordées par les sociétés aux associés non à titre de dividende, au prorata du capital versé, mais au prorata de la consommation de chaque associé. Ces ristournes sont distribuées en principe tous les ans, du moins si la société réalise des bénéfices. Etant pério-

diques, elles reviennent à l'usufruitier, mais elles sont calculées en tenant uniquement compte à l'usufruitier de ce qu'il consomme et non de ce que consomme le nu-propriétaire, si celui-ci est aussi client de la coopérative.

Le principe général est donc que les bénéfices ne reviennent à l'usufruitier que s'ils sont distribués périodiquement à quelque titre que ce soit.

SECTION II

Droits de l'usufruitier sur les revenus.

L'usufruitier a le droit de toucher les revenus et d'en disposer.

I. — DROIT DE TOUCHER LES REVENUS

L'usufruitier a, tout d'abord, un droit de propriété sur les revenus ; nous devons voir comment ce droit s'acquiert. En second lieu, l'usufruitier ayant le droit de percevoir les revenus, a le droit de garder le titre.

1° Droit de propriété de l'usufruitier sur les revenus.

Comment s'acquiert ce droit ? Le code civil décide dans l'article 585 que les fruits naturels s'acquièrent par la perception, mais il ajoute aussitôt dans l'article 586 que « les fruits civils sont réputés s'acquérir « jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier, à « proportion de la durée de son usufruit. » Pourquoi cette différence ? Les fruits naturels ne sont véritablement appropriés que par la séparation. Cette règle

est logique et ne peut être critiquée. Et il ne semble pas, au premier abord, qu'il y ait de raison pour en établir une autre pour les fruits civils. La date de l'échéance correspond pour les fruits civils à ce qu'est la séparation pour les fruits naturels. La loi aurait donc pu n'établir qu'une règle pour ces deux hypothèses. Il semble même que la règle applicable aux fruits naturels soit considérée par le législateur comme le principe de la matière. Certaines particularités de rédaction le prouvent. En premier lieu, l'article 586 considère que la règle spéciale aux fruits civils n'est qu'une fiction de la loi « sont réputés ». M. Chauveau remarque très justement à ce propos : « L'usufruitier n'acquiert les fruits civils que par « leur échéance : c'est à cette époque seulement qu'il « a le droit de les toucher ; mais il est réputé les « acquérir jour par jour : ce qui lui donne le droit « de réclamer, lors de la cessation de l'usufruit, une « certaine partie des fruits civils à échoir » (n° 512, p. 337).

La fin du texte de l'article 586 présente une autre particularité ; après avoir énoncé la règle, le législateur ajoute : « Cette règle s'applique aux prix « des baux à ferme, comme aux loyers des maisons « et autres fruits civils. »

Pourquoi, après avoir dit que la règle s'appliquait aux fruits civils, ajouter qu'elle s'applique à certains

d'entre eux spécialement et aux autres en général ? La première raison, c'est que pour les fruits civils indiqués *nominatim*, certaines difficultés se présentent (Carpentier, *Répertoire*, v° *Usufruit*, n° 153 et suiv.). La seconde raison est d'ordre historique : dans l'ancien droit les baux à ferme étaient soumis à la règle de l'acquisition par l'échéance et non jour par jour. (Chauveau, n° 513, p. 337 ; Laurent, t. VI, n° 395 ; Discours du tribun Gary au Corps législatif, Locré, t. IV, p. 138).

Cependant ces deux particularités ne s'expliquent bien que si l'on admet que le législateur a considéré la règle comme exceptionnelle, nous devons donc l'interpréter restrictivement.

Mais quel a été le but et l'intention du législateur ? La raison couramment donnée est que la jouissance des fruits civils est de tous les instants, tandis que la jouissance des fruits naturels ne se produit qu'au moment de la séparation du sol. Ce motif est-il véritablement admissible ? Deux auteurs l'ont vivement critiqué, ce sont Laurent (t. VI, n° 394, p. 496), et M. Chauveau (n° 511, p. 335).

Ils lui reprochent de ne pas correspondre à la réalité, de n'être qu'une fiction. « Le droit de l'usufruitier, dit M. Chauveau, est le même dans les deux cas ; sa réalisation utilitaire, son exercice effectif et matériel se traduisent par l'acquisition d'un droit

« de propriété mobilière dont la naissance pour les
« fruits civils résulte de leur paiement à l'échéance et,
« pour les fruits naturels, de leur perception à l'é-
« poque de la maturité. » En effet, le droit de l'usu-
fruitier sur les capitaux n'est pas susceptible de se
réaliser à tout instant, mais seulement au moment de
l'échéance. Il est donc exactement semblable à celui
que l'usufruitier peut posséder sur des biens matériels
susceptibles de porter des fruits. La raison ordinaire-
ment invoquée n'est donc pas valable.

Quel est donc le motif qui alors a guidé le légis-
lateur ? Les auteurs s'avouent généralement impuis-
sants à l'expliquer. M. Chauveau déclare « qu'on ne
« voit pas bien la raison capable de justifier la dif-
« férence établie. » Laurent y voit une fiction de la
loi, c'est-à-dire une règle arbitraire. La plupart pas-
sent à côté du problème sans l'examiner.

Essayons toutefois de l'aborder et de donner une
solution.

Une considération d'ordre pratique a dû dominer
l'esprit du législateur. Les fruits civils sont, en effet,
constitués par des sommes d'argent ; il n'est donc
pas difficile de les diviser et subdiviser à l'infini
puisque l'argent se subdivise à volonté. Il n'en est
pas de même des fruits naturels. Ils sont infiniment
variés dans leur genre, on ne peut donc pas dire à
priori qu'ils sont susceptibles d'une division con-

tinue ; il faut adopter une règle plus brutale, moins équitable sans doute et ne pas partager les fruits selon la durée de l'usufruit.

Cette considération, on le voit, aboutit à renverser l'apparence du texte et à considérer la règle spéciale aux fruits civils comme aussi rationnelle et plus juste que l'autre. Toutefois, le désir du législateur de lui donner une interprétation stricte, empêche d'en faire le principe général en matière de fruits. Et on aboutit à ces résultats : la règle relative aux fruits civils contestée plus longtemps au point de vue historique, n'est pas, au point de vue logique, plus contestable que ne l'est la règle applicable aux fruits naturels. Mais le caractère des deux principes ne permet pas à l'interprète d'étendre le champ d'application de l'un au détriment du champ d'application de l'autre.

C'est en partant de ces considérations essentielles que nous allons essayer de déterminer :

1° Le champ d'application de la règle relative aux fruits civils.

2° Les effets de cette règle.

La règle s'applique selon le texte même du code civil « aux prix des baux à fermes comme aux loyers, « des maisons et aux autres fruits civils ».

Si nous reprenons l'énumération des fruits civils contenue dans l'article 584, nous constatons que la règle de l'article 586 doit s'appliquer aux intérêts des

sommes exigibles et aux arrérages des rentes. Pas de difficultés sur ce point : les intérêts ou les arrérages sont réguliers, chaque année, la somme payée à l'un ou l'autre titre est la même, il est donc facile de savoir quelle somme l'usufruitier acquiert chaque jour.

Des difficultés naissent au contraire quand il s'agit de bénéfices. Nous avons vu que les bénéfices constituaient des fruits civils quand ils étaient soumis à des distributions périodiques. Il est inutile de revenir sur ce point. Mais leur irrégularité, l'incertitude dans laquelle on se trouve pendant toute la durée de l'exercice sur leur existence même, soulève de nouvelles objections. On s'est demandé si la règle posée par l'article 586 s'appliquait bien à ces fruits irréguliers.

Les auteurs, à vrai dire, ne se sont pas directement préoccupés des bénéfices produits par les sociétés, mais bien des bénéfices d'un établissement industriel ou commercial. Le problème est évidemment le même dans les deux cas.

Dans un premier système, on soutient que ces bénéfices ne sont pas soumis à l'article 586. M. Rossi, dans un mémoire présenté à l'Académie des sciences morales et politiques, tenta de justifier cette théorie (*Revue de législation et de jurisprudence*, dite revue Wolowski, t. XI, p. 9). D'autres auteurs ont ap-

prouvé son système (Aubry et Rau, II, § 192, p. 187 ; Demolombe, X, p. 228 à 231 ; Pont, t. II, n° 911). Selon eux, « l'usufruitier aurait droit à tous les fruits perçus ou réputés perçus pendant la durée de sa jouissance ». L'argument principal sur lequel se fonde ce système est tiré de l'esprit de la loi. « La loi ne veut
« pas que l'usufruitier qui a perçu des fruits quelconques, qui étaient, en effet, à percevoir pendant la
« durée de son usufruit, soit soumis à aucune obligation de restitution ; ce qu'il acquiert lui est définitivement acquis, et ce qui est entré dans sa main, n'en
« doit plus sortir. Notre code, avec beaucoup de raison,
« proscriit à ce sujet toute réclamation rétrospective
« de la part de l'usufruitier contre le nu-propriétaire, ou du nu-propriétaire contre l'usufruitier ou ses
« successeurs ; il proscriit ses réclamations et tous les règlements de compte qui s'en suivraient. » Il en résulte que les bénéfices irréguliers restent acquis après leur perception. En conséquence, si une compagnie de chemins de fer, par exemple, distribue des bénéfices irrégulièrement, le nu-propriétaire n'aura pas le droit de faire répartir entre l'usufruitier et lui les sommes touchées par l'usufruitier pendant la durée de sa jouissance.

A ces considérations, d'autres auteurs (Laurent, t. VI, n° 401, p. 506-507 ; Toullier, t. II, p. 302 ; Chauveau, *Des Biens*, n° 516, p. 334 ; Carpentier,

Répertoire, v° *Usufruit*, n° 163) répondent qu'il est faux de dire que la loi ait voulu éviter à tout prix les règlements de compte entre usufruitiers et nu-propriétaires. « L'objection n'est pas sérieuse, dit Laurent, en effet, il peut aussi y avoir lieu à des restitutions et à des comptes pour les fruits civils ordinaires ; on n'a qu'à ouvrir les recueils d'arrêts pour s'en convaincre: »

M. Demolombe a soulevé une autre objection contre sa propre théorie disant : « Notre solution livre les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire aux chances du hasard et nous arrivons ainsi à donner toujours trop ou trop peu à l'un ou à l'autre. » Mais il répond lui-même que l'usufruit toute entier est plein de ces exemples.

En réalité, on ne peut introduire à l'article 586 une dérogation que le législateur n'a pas prévue. Et lorsqu'à la fin de l'usufruit, l'usufruitier et le nu-propriétaire voudront partager les fruits du dernier exercice, ils n'auront qu'à se répartir entre eux, proportionnellement à la durée de leur jouissance, la somme donnée en dividende. Il ne peut y avoir aucun doute : l'article 586 s'applique à tous les fruits civils, qu'ils aient été ou non irrégulièrement produits.

Le champ d'application de la règle relative aux fruits civils étant ainsi déterminé, il reste à en pré-

ciser ses effets et nous nous placerons dans ce but à deux points de vue.

1° Dans les rapports de l'usufruitier et du nu-propiétaire ;

2° Dans les rapports de l'usufruitier et des tiers.

La règle de l'article 586 produit normalement ses effets entre le nu-propiétaire et l'usufruitier. C'est dans la répartition des revenus entre eux qu'elle joue son rôle principal. Au commencement et à la fin de l'usufruit, ceux-ci répartiront les revenus proportionnellement à leur jouissance. Il en est ainsi, bien que la date de l'échéance des revenus soit postérieure à la cessation de l'usufruit (Paris, 22 juin 1865, S., 65, 2, 329, D., 65, 2, 141 ; Paris, 31 mai 1864, D., 64, 2, 221 ; Metz, 27 novembre 1856, D., 58, 2, 72, arrêts relatifs aux baux à ferme ; Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n° 514, p. 333 ; Laurent, VI, 397 ; Demolombe, t. X, n° 538 ; Proudhon, t. II, n° 927 et s.). La solution est la même si les fruits sont perçus à l'avance : « Aux termes de l'article 586 du « code civil, dit la cour de cassation (20 juillet 1897, « *Gazette Palais*, 97, 2, 443), les fruits civils sont « réputés s'acquérir jour par jour et appartiennent « à l'usufruitier à proportion de la durée de son « usufruit ; ce texte ne fait aucune distinction entre « le cas où les sommes représentant les dits fruits « sont payables par le preneur, seulement à l'expira-

« tion de chaque période de jouissance et celui où
« elles doivent, au contraire, être versées d'avance »
(Cf Carpentier, *Rép. v° Usufruit*, n° 130).

Dans les rapports entre l'usufruitier et les tiers, l'article 586 ne produit aucun effet. Il n'avance ni ne recule la date de l'échéance. Peu importe au tiers que la valeur mobilière ait été donnée en usufruit. L'établissement de ce droit lui est étranger, il ne le connaît pas et ses obligations ne peuvent s'en trouver modifiées.

L'article 586 n'aura pas même pour effet de changer la personne à qui le paiement des revenus doit être fait. Le tiers peut se libérer valablement entre les mains de celui qui a la jouissance, que ce soit le propriétaire ou l'usufruitier. La règle du partage jour par jour ne produira donc d'effet qu'entre les personnes qui se partagent la jouissance et nécessitera, en conséquence, un règlement de compte.

Ainsi, peut-on dire, l'article 586 établit une règle de répartition des revenus entre ceux qui se partagent la jouissance de la chose, règle qui proportionne les avantages retirés par chacun à la durée de sa jouissance.

Il convient toutefois de noter que cette règle ne s'applique pas toujours seulement aux fruits civils. L'article 1571, relatif à la restitution de la dot par le mari, décide : « A la dissolution du mariage, les

« fruits des immeubles dotaux se partagent entre le
« mari et la femme ou leurs héritiers, à proportion
« du temps qu'il a duré, pendant la dernière année. »
Cette dérogation aux principes généraux confirme les
considérations émises sur l'article 586. En général,
on craint de multiplier les règlements de compte entre
nu-propriétaire et usufruitier; on veut éviter des frois-
sements et des indiscretions. Cependant, quand ce
règlement de compte a lieu entre membres d'une
même famille, ces inconvénients sont sans importance.
La règle plus juste, mais d'une application plus déli-
cate de l'article 586 est donc étendue aux fruits na-
turels. La solution la plus équitable devient ici la
règle générale.

2° Droit pour l'usufruitier de garder le titre.

L'usufruitier, ayant ainsi, seul, le droit de toucher
les revenus pendant la durée de sa jouissance, a
droit aussi, par conséquent, à toutes les prestations
accessoire nécessaires pour lui assurer le paiement
régulier des revenus.

Il a droit notamment à la possession du titre, pos-
session qui lui est, en effet, indispensable pour tou-
cher les revenus, lorsque le titre est au porteur, ces
revenus n'étant payés que sur présentation du titre.

Ce droit de l'usufruitier est également certain
lorsque le titre est nominatif et même lorsqu'il n'est

pas négociable, car l'usufruitier doit montrer le titre pour attester son droit. Il aurait à redouter d'ailleurs que, par application de l'article 1240 du code civil, le possesseur du titre, abusant de la bonne foi du débiteur, n'obtienne de lui un paiement valable.

Pour toutes ces raisons, on ne saurait mettre en doute le droit de l'usufruitier de garder le titre (Paris, 25 novembre 1885, *Gaz. Pal.*, 185, 1, Supp. 19). Cependant, lorsque la possession du titre par l'usufruitier fait légitimement craindre au nu-propriétaire un abus de sa part, il peut être ordonné qu'il sera déposé entre les mains d'un tiers séquestre (Voir chap. II).

En dehors de ce droit, il convient de noter également que l'usufruitier étant créancier des revenus, peut prendre toutes les mesures nécessaires pour les pouvoir toucher ; notamment exercer une action contre le débiteur, prendre une hypothèque, etc., etc.

II. — DROIT DE CÉDER LES REVENUS.

L'usufruitier, avons-nous dit, est créancier des revenus. Il peut donc en disposer à son gré : les céder, y renoncer, transiger sur l'action exercée pour les recouvrer, les compenser avec une dette qu'aurait le débiteur contre lui. Il peut interrompre par une demande en justice ou par tout autre moyen la prescription de cinq ans.

En somme, il peut accomplir tous les actes juridiques qu'un créancier peut lui-même accomplir. Nous prendrons le cas le plus fréquent, celui où l'usufruitier cède les revenus et nous examinerons comment cette cession s'accomplira d'abord pour les titres de créance simplement cessibles, puis pour les titres de créance négociables et nous verrons enfin les cas où le droit de l'usufruitier est inaliénable.

1° Titres de créance cessibles.

La cessibilité est le droit commun des créances. Elles sont toutes cessibles ; mais leur cession ne devient opposable aux tiers que lorsqu'elle a été signifiée au débiteur ou que ce dernier a déclaré l'accepter dans un acte authentique (art. 1690, c. civ.). La cession étant faite, le cessionnaire devient à proprement parler titulaire de la créance.

Comment se fait la cession des intérêts ? Ce sont aussi des créances, mais des créances à terme ou même des créances conditionnelles s'il s'agit d'intérêts moratoires. Néanmoins cette cession de créances à terme ou conditionnelles, étant identique au point de vue des formalités à la cession des créances exigibles et liquides, se fera selon le procédé de l'article 1690. Il suffira d'indiquer dans l'acte qui sera signifié que la cession porte uniquement sur les intérêts et

que, d'ailleurs, ces intérêts ne sont cédés que pour la durée de l'usufruit.

Sera-t-il nécessaire de signifier également la cession au nu-propriétaire de la créance ? Nullement, les droits de ce dernier ne sont pas diminués par cette cession ; en effet, ils ne prennent naissance qu'après l'extinction du droit de l'usufruitier. Il est donc inutile de l'avertir du transfert de créances auquel il est complètement étranger.

Toutefois, si le cessionnaire ne paraissait pas présenter toutes les garanties suffisantes pour assurer la conservation du titre de la créance, le nu-propriétaire pourrait demander le dépôt de ce titre entre les mains d'un tiers séquestre. C'est à ce point de vue que la cession présente un intérêt pour lui, mais il n'est pas porté atteinte au droit pour le cessionnaire de toucher les intérêts.

2° *Créances négociables.*

Une sous-distinction s'impose ici selon que le titre est au porteur, transmissible par endossement ou nominatif.

a) Titres de créances au porteur.

Les titres de ce genre se transfèrent par la tradition. Le droit de toucher les intérêts appartenant au possesseur du titre, il est nécessaire de transférer le titre pour transférer les intérêts. Rien à signifier ni

au débiteur, ni au nu-propriétaire. Toutefois, il sera utile que le bordereau de l'agent de change mentionne que le titre n'est transféré que quant aux intérêts. On comprend qu'une pareille cession soit singulièrement dangereuse pour le nu-propriétaire. Aussi, lui sera-t-il permis de demander toutes les mesures qu'il jugera propres à assurer la conservation de son droit.

b) Titres de créances transmissibles par endossement.

La cession de ces titres s'opère également par la tradition de *l'instrumentum juris*, mais cette opération doit être mentionnée au dos du titre. Lorsque le droit transféré n'est pas un droit absolu, on indique dans l'endossement l'étendue du droit : ainsi, lorsque l'on constitue un usufruit, on mentionne que le cessionnaire aura seulement un droit d'usufruit ; et, lorsque l'usufruitier aliénera l'émolument de l'usufruit, il fixera à son tour dans l'endossement l'étendue du droit du cessionnaire. Il n'y a pas alors d'abus possible de la part du possesseur de la créance. Toutefois, le cessionnaire pouvant détruire le titre, le nu-propriétaire aura le droit d'en exiger le dépôt entre les mains d'un séquestre.

c) Titres de créances nominatifs.

Toutes les mutations de titres de ce genre sont mentionnées sur les registres de la personne débitrice : la constitution de l'usufruit, l'aliénation des

fruits n'échappent pas à cette règle. Le nu-propriétaire est donc ici mieux garanti que dans l'hypothèse précédente, mais comme il peut avoir à craindre aussi la destruction du titre, il est en droit de demander que la même précaution soit prise.

3° *Cas d'incessibilité.*

Dans quelques hypothèses, la liberté de céder les revenus se trouve dans une certaine mesure limitée.

C'est, tout d'abord, le cas où le père a la jouissance légale des biens de son enfant. La prohibition d'aliéner n'est pas absolue, mais le père doit assurer, en plus des charges ordinaires des usufruits, la nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants, ainsi que divers autres frais énumérés dans l'article 385 du code civil.

Une autre hypothèse est celle où le mari a l'usufruit des biens dotaux appartenant à sa femme. Là encore la prohibition d'aliéner l'émolument de l'usufruitier n'est pas absolue, mais il lui faut assurer la subsistance du ménage avec les revenus (art. 1540).

On peut concevoir enfin des usufruits qui, en vertu du titre constitutif, sont grevés de charges plus ou moins lourdes. Le droit de céder les revenus sera limité par l'importance de ces charges. Le constituant pourrait même imposer à l'usufruitier une forme particulière de jouissance et le droit de disposition se trouverait ainsi complètement supprimé.

CHAPITRE II

Droits de l'usufruitier sur le capital échu.

L'usufruitier n'a pas simplement le *jus fruendi*, c'est-à-dire le droit de toucher les revenus de la valeur mobilière. Il a aussi le droit de retirer de l'usage de la chose les avantages qu'elle est susceptible de procurer. En un mot, il a le droit de gérer le capital qui lui est donné en usufruit.

Ce droit de gestion entraîne comme conséquence principale, le droit de toucher le capital et d'en donner décharge. C'est là le résultat essentiel du système légal. Toutefois, ce droit est limité par les obligations de l'usufruitier envers le nu-propriétaire, et parfois même ces limitations vont jusqu'à entraîner la privation complète de ce droit. Elles se rattachent à cette idée que si l'usufruitier a l'usage du capital, il doit cependant le conserver et le restituer. Nous sommes ainsi amenés à étudier dans trois sections successives :

- 1° Le droit de l'usufruitier sur le capital échu.
 - 2° L'obligation de conserver le capital.
 - 3° L'obligation de restituer le capital.
-

SECTION PREMIÈRE

Droit de l'usufruitier au capital échu.

L'usufruitier a un droit sur le capital et un droit sur le titre qui le représente. Son droit d'usage porte en effet sur l'un et sur l'autre. Or, son droit sur le capital ne peut se manifester qu'à l'échéance du terme suspensif ou à l'arrivée de la condition, tandis que le droit sur le titre se manifeste, au contraire, durant toute la durée d'existence de la créance et jusqu'au paiement du capital.

I. — PAIEMENT VOLONTAIRE DU CAPITAL ÉCHU PAR LE DÉBITEUR.

Deux hypothèses sont possibles. Ou bien la dette est échue pour la totalité et le débiteur offre de rembourser entièrement le capital, ou bien elle est divisée en un certain nombre de fractions dont une chaque année vient à échéance. Le problème prend alors un aspect tout différent, au cas notamment où la créance se trouve être une rente viagère.

D'où, deux questions à étudier.

1° Remboursement du capital échu.

Lorsque la dette vient à échéance, le débiteur a le droit et le devoir de payer ; s'il ne s'exécute pas, le créancier peut l'y contraindre en exerçant contre lui une action et en pratiquant une saisie. Et inversement, si le créancier refuse le paiement, le débiteur peut faire des offres réelles et consigner même le montant de la dette échue. Qu'advient-il s'il existe un usufruit sur le droit du créancier et quel sera le droit du débiteur ? En second lieu, le paiement peut se faire de différentes manières par la création d'effets de commerce, par une novation, par une compensation, par une remise de dette. Le délai accordé au débiteur peut être prorogé. Tous ces modes de libération resteront-ils possibles, malgré l'existence de l'usufruit ?

a) Droit du débiteur de se libérer.

La constitution d'un droit d'usufruit ne saurait porter atteinte au droit donné au débiteur par les articles 1257 et suivants du code civil. Mais on peut se demander à qui le paiement, et, à son défaut, les offres réelles doivent être faites. Sera-ce à l'usufruitier, sera-ce au nu-propriétaire ? La loi n'a pas prévu cette difficulté. Il est certain que si l'on considère le droit de l'usufruitier comme étant limité au *jus fruendi* on devra lui refuser le droit de toucher les capitaux venus à échéance. Aussi quelques auteurs ont-ils sou-

tenu cette opinion à laquelle l'article 584 donne une certaine apparence en ne mentionnant que le droit de l'usufruitier sur les fruits civils et en passant sous silence le droit correspondant sur les capitaux eux-mêmes. M. Laurent analyse fort bien cette théorie, tout en la combattant d'ailleurs (t. VI, n° 413, p. 521).

« Le droit de l'usufruitier, dit-on, consiste à jouir
« de la chose, mais à la charge d'en conserver la
« substance. Or, qu'est-ce que la substance d'une
« créance ? C'est le droit à la prestation de la somme
« que le débiteur doit au créancier. C'est donc ce
« droit que l'usufruitier doit conserver et rendre au
« propriétaire. De là suit, dit-on, que l'usufruitier
« n'a pas le droit de toucher cette somme, ni, par
« conséquent, d'en demander ou d'en recevoir le rem-
« boursement. Car en touchant le capital dû au créan-
« cier, l'usufruitier éteindrait la créance ; il la con-
« sommerait donc alors qu'il doit la conserver. Le
« créancier seul, c'est-à-dire le propriétaire, a ce
« droit. Telle est la rigueur des principes et il faut
« s'y attacher, conclut-on, parce que c'est la seule
« garantie possible pour le créancier propriétaire
« de la créance. Donner à l'usufruitier le droit de de-
« mander le remboursement des capitaux, c'est lui
« permettre de ruiner le nu-propriétaire ; il se fera
« rembourser, comme cela s'est vu, des capitaux
« placés en hypothèque, même avec privilège, pour

« les dissiper, ou, ce qui revient au même, pour les
« placer sur simples billets sans garantie aucune.

« Enfin, dit-on, si l'usufruitier peut exiger le rem-
« boursement des capitaux, il dépendra de lui de
« transformer son usufruit en quasi-usufruit. Comme
« usufruitier, il n'était pas propriétaire de la créance,
« il ne pouvait pas la céder, ni en faire la remise, ni
« consentir une novation ; il n'avait que la jouissance
« des intérêts ; tandis que, après le remboursement,
« il aura la jouissance d'une somme d'argent, chose
« consomptible, dont il deviendra propriétaire et dont
« il peut, par conséquent, faire ce qu'il veut. Dé-
« pend-il de l'usufruitier de changer son droit de
« jouissance en un droit de propriété ? »

Telle est l'opinion qu'une décision de jurisprudence
a admise (Trib. Nancy réformé par la cour de Nancy,
le 17 février 1844, D., *Rép. v° Usufruit*, n° 229, 2°).
Elle a trouvé des défenseurs assez nombreux dans la
doctrine (Ducaurroy, Bonnier et Roustain, t. II,
n° 198 ; Demante, t. II, n° 463, livre II ; Labbé,
note sous Grenoble, 17 juillet 1868, S., 69, 2, 9,
P., 69, 92). *Revue de droit* 1858

Les auteurs, cependant, rejettent cette opinion
(Pothier, *Donations*, n° 217 ; Proudhon, t. IV, n° 1031-
1044 et suiv. ; Zachariæ, t. II, § 225 ; Duvergier, sur
Toullier, t. II, n° 396, n. a. ; Rolland de Villargues,
Rép. v° Remboursement de rente, n° 15 et 16 et

Usufruit, n° 234 ; Carpentier, *Rép.*, v° *Usufruit*, n° 288 ; Demolombe, t. X, n° 323 ; Aubry et Rau, t. II, § 230, n° 55 ; Laurent, *loc. cit.* ; Chauveau, *Des Biens*, n° 585, p. 379 ; Planiol, t. I, n° 2804). Elle n'a eu, d'ailleurs, aucun succès auprès de la jurisprudence qui l'a maintes fois condamnée (Cass., 21 janvier 1845, S., 45, 1, 129, P., 45, 1, 261, D., 45, 1, 104 ; Cass., 8 nov. 1881, S., 85, 1, 11, P., 85, 1, 16, D., 83, 1, 174 ; Bordeaux, 16 mai 1832, P. ch. ; Nancy, 23 mars 1843, P., 44, 1, 42 ; Nancy, 17 février 1844, D., v° *Usufruit*, n° 229, 2°, S., 44, 2, 162, P., 45, 1, 261 ; Besançon, 8 fév. 1875, S., 77, 2, 36, P., 77, 213 ; Aix, 12 juin 1879, S., 80, 2, 77, P., 80, 417 ; Trib. Amiens, 9 janv. 1886, *Rec. Amiens*, 86, 179 ; Bruxelles, 30 déc. 1848, *Pasicrisie*, 1849, 2, 53 ; Bruxelles, 29 mai 1855, *Pasicrisie*, 1856, 2, 418 ; Alger, 19 juin 1895, *La Loi*, 30 janvier 1896 ; Poitiers, 25 janvier 1892, *Gaz. Pal.*, 1892, 1, 546 ; Cass., 2 mars 1868, D., 68, 1, 155).

Dans l'opinion qui a triomphé, l'usufruitier a le droit de toucher les capitaux qui lui sont offerts par le débiteur. En effet, c'est à l'usufruitier et non au nu-propriétaire qu'appartient l'administration du capital, c'est donc lui qui doit et peut seul recevoir des paiements.

« L'usufruit, dit Laurent, implique un pouvoir d'administration, parce qu'il est impossible de jouir

« sans administrer... Or, comme administrateur, l'u-
« sufruitier a des obligations qui impliquent un droit.
« Il doit recevoir le paiement que les débiteurs lui
« offrent. C'est le devoir et le droit de tout adminis-
« trateur. Le devoir, disons-nous, car il doit con-
« server les droits de celui dont il gère les intérêts ;
« il doit donc recevoir ce qui lui est dû, et pour-
« suivre, au besoin, les débiteurs, afin d'empêcher
« leur insolvabilité. Il est responsable si par sa né-
« gligence les droits du maître périssent. Par appli-
« cation de ces principes, il faut décider que l'usufrui-
« tier a, en qualité d'administrateur, le droit et l'o-
« bligation de toucher les capitaux et d'en poursuivre
« le recouvrement. »

Mais à cet argument fondamental, d'autres vien-
nent s'ajouter. L'article 578 dit expressément : « L'u-
« sufruit est le droit de jouir des choses dont un
« autre a la propriété, comme le propriétaire lui-
« même, mais à la charge d'en conserver la sub-
« stance. » Si l'on applique ce principe aux droits de
créance, on en peut tirer cette conséquence que l'u-
sufuitier a le droit d'accomplir tous les actes que le
propriétaire lui-même, en l'espèce le titulaire de la
créance, pourrait accomplir, pourvu que ces actes
ne portent pas atteinte à la substance de la chose,
c'est-à-dire à sa valeur. Or, le titulaire de la créance
pourrait recevoir valablement un paiement (art. 1239,

al. 1). Il est certain, d'autre part, que le remboursement du capital n'en diminue pas la valeur. En effet, la valeur qu'il faut considérer, lorsque l'on apprécie la substance de la chose, n'est pas le droit de créance, mais le montant de son capital nominal. Ce capital nominal étant intégralement remboursé, la substance de la chose reste elle aussi intacte. Laurent a développé cet argument avec beaucoup de force : « On peut dire que le droit du créancier implique la nécessité de cette transformation. En effet, son droit ne consiste pas seulement à toucher les intérêts ; le placement étant temporaire, la créance même implique qu'à un moment donné il touchera le capital, parce que telle est la loi du contrat qui a donné naissance à la créance. Ce droit passe-t-il à l'usufruitier ? Voilà toute la difficulté. Il a le droit de jouir ; il perçoit les intérêts tant que le contrat dure, mais quand le contrat expire, comment jouira-t-il ? Il n'a qu'un moyen pour cela, c'est de toucher le capital et de le placer de nouveau. Lui refuser le droit de toucher le capital, c'est lui refuser le droit de jouir. Sans doute, la loi aurait pu exiger le concours du nu-propriétaire quand il s'agit de l'emploi des capitaux ; elle ne l'a pas fait pour éviter le conflit d'intérêts opposés ; elle veille cependant à l'intérêt du propriétaire en imposant à l'usufruitier l'obligation de

« jouir en bon père de famille, et en sanctionnant
« cette obligation par le cautionnement. Donc, l'usu-
« fruitier a le droit d'exiger le remboursement du
« capital comme conséquence de son droit de jouir. »

On trouve dans une loi spéciale un argument topique et qui donne à notre opinion une grande vraisemblance. Lorsqu'un immeuble soumis à un usufruit vient à être exproprié, il se transforme en une valeur mobilière, en une créance d'indemnité contre l'administration : « L'usufruit, dit M. Chauveau, va dé-
« générer en quasi-usufruit. » C'est bien ici une atteinte portée à la substance de la chose, il est vrai que cette atteinte ne provient pas du fait de l'usufruitier, mais bien du fait du prince, d'un cas de force majeure. C'est pourquoi l'usufruit change seulement d'objet ; au lieu de porter sur un immeuble, il portera sur une valeur mobilière. Lorsque cette créance vient à échéance, que l'administration règle les indemnités, c'est non plus sur la créance, mais sur la somme payée que porte l'usufruit. « Dans les cas
« d'usufruit, dit l'article 39, alinéa 2, de la loi du
« 3 mai 1841, une seule indemnité est fixée par le
« jury, eu égard à la valeur totale de l'immeuble ;
« le nu-propriétaire et l'usufruitier exercent leurs
« droits sur le montant de l'indemnité au lieu de les
« exercer sur la chose. » Nous pouvons donc tirer de ce texte un argument d'analogie : la situation est

exactement celle que nous étudions : une créance est née qui s'est substituée à un immeuble. Cette créance vient à échéance ; à qui est-elle payée ? Le texte ne laisse aucun doute sur ce point, l'usufruitier jouira du montant de l'indemnité et en recueillera les fruits de la même manière qu'il jouissait de l'immeuble et en recueillait aussi les fruits. Il est donc évident qu'il en aura la possession, que c'est à lui que l'on remettra les deniers. C'est lui qui donnera quittance et c'est le paiement à lui fait qui sera seul libératoire.

Remarquons que la loi prévoit d'ailleurs l'objection que le tribunal de Nancy opposait. Elle craint les abus de l'usufruitier et voit dans l'expropriation une aggravation des risques courus par le nu-propriétaire ; aussi donne-t-elle à ce dernier une garantie ; elle ajoute dans son alinéa 2 : « L'usufruitier sera « tenu de donner caution ; les père et mère ayant « l'usufruit des biens de leurs enfants en seront seuls « dispensés. » Mais cette règle et cette exception, le droit commun les connaissait déjà. L'article 601 les indique dans des termes à peu près identiques. « Il « (l'usufruitier) donne caution de jouir en bon père « de famille, s'il n'en est dispensé par l'acte constitutif de l'usufruit ; cependant, les père et mère « ayant l'usufruit légal du bien de leurs enfants, le « vendeur ou le donateur, sous réserve d'usufruit, ne

« sont pas tenus de donner caution. » Ainsi, dans le cas de l'article 39 de la loi du 3 mai 1841, comme dans les autres cas réglés par le code civil, toutes les précautions sont prises pour qu'aucun abus ne se produise et que l'usufruitier profitant de ce qu'il a la jouissance du capital, de la substance de la chose, ne s'en arroge la libre disposition.

Ces considérations ont déterminé la jurisprudence dans le sens de l'opinion que nous défendons. Nous avons cité plus haut les arrêts qui ont rejeté la doctrine contraire. Il nous paraît utile maintenant de citer quelques attendus de l'arrêt de la cour de cassation du 21 janvier 1845 qui a définitivement fixé le droit français dans le sens de la logique et de la raison : « Considérant, dit-il, que, si l'usufruitier est autorisé à recevoir le remboursement des capitaux, « sur lesquels porte son usufruit, il doit, d'un autre « côté, les colloquer et les administrer avec la prévoyance d'un bon père de famille ; qu'à la vérité, « l'usufruitier, en donnant à ces capitaux une destination productive, ne peut s'empêcher de les consommer par l'usage ; mais cette consommation, « inséparable de l'usage le plus légitime de toutes les « choses fongibles, doit être celle d'un administrateur soigneux et diligent, et ne doit pas être confondue avec de folles dissipations ou des détournements frauduleux ayant pour but de nuire aux

« droits des nus-propriétaires... » Ainsi, la cour de cassation admet que le droit de toucher le capital est en quelque sorte un appendice du droit d'user de la chose et du pouvoir d'administration qui en est la conséquence.

b) Droit de l'usufruitier de déterminer la manière dont le paiement doit être fait.

L'usufruitier peut, seul, déterminer les conditions auxquelles il tiendra le débiteur pour libéré. Il peut, seul, lui permettre de substituer à la chose due une autre chose ou lui accorder un terme ou une prorogation de délai. Toutefois, ce droit de l'usufruitier est limité de deux manières. Tout d'abord, il ne peut pas disposer de la substance de la chose, c'est-à-dire de la valeur du capital ; s'il en dispose, ou s'il le compromet seulement, il encourt la déchéance de son droit d'usufruit par application de l'article 618, alinéa premier.

En second lieu, l'usufruitier ne peut prendre aucune mesure dont les effets pourraient diminuer la jouissance du propriétaire après l'extinction de l'usufruit.

Il résulte du premier principe que l'usufruitier ne peut nover la créance. Si la novation, en effet, se fait par changement de débiteur ou changement de créancier, les sûretés qui garantissaient le remboursement de la dette risquent d'être diminuées. Si la

novation se fait, au contraire, par changement d'objet, ce n'est plus la dette elle-même qui est compromise, c'est sa valeur. Le créancier peut prétendre que ses intérêts sont menacés et recourir à des mesures destinées à les protéger. Ainsi décide la jurisprudence. La déchéance de l'usufruitier peut être demandée (Chauveau, p. 380, n° 587) ; il faudra toutefois que l'abus de jouissance soit caractérisé et que les droits du créancier soient en danger.

Si la menace n'est pas sérieuse, s'il peut concevoir seulement des craintes, le nu-propriétaire ne sera fondé qu'à exiger de l'usufruitier des garanties supplémentaires. Ainsi, si l'usufruitier d'une rente perpétuelle a été dispensé de donner caution et qu'il convienne ensuite avec le débirentier du remboursement du capital de la rente sans le concours du nu-propriétaire, ce dernier pourra faire lever par le tribunal la dispense de caution (Bordeaux, 9 avril 1847, S., 48, 2, 183).

De même, si l'usufruitier renonce à des sûretés réelles ou à des cautions qui garantissent sa créance, le nu-propriétaire pourra recourir aux mêmes mesures de précaution.

D'autre part, l'usufruitier ne peut consentir l'abandon de la créance, même en ce qui concerne la jouissance, pour une période pendant laquelle le droit d'usufruit ne subsistera plus ; c'est ainsi qu'il

lui sera possible d'accorder au débiteur une prorogation du terme jusqu'à la fin de l'usufruit, mais non au delà.

2° Remboursement par fractions.

Il se peut que le capital, au lieu d'être remboursé entièrement à une échéance unique, soit au contraire versé par fractions à des échéances successives. Cela se produit lorsqu'une rente est constituée pour un certain temps, par exemple pour la vie de la personne titulaire de la rente. L'usufruitier dans cette hypothèse, a droit en même temps au capital et aux revenus. La question disparaît devant une solution formelle de la loi (art. 588 C. civ.).

Cependant, lorsque la valeur mobilière est une part d'associé, une autre combinaison est possible. Les parts d'associés ne sont pas en général remboursables, toutefois certaines sociétés pratiquent l'amortissement statutaire de leurs actions par tirages annuels comme pour les obligations. L'actionnaire ne sort pas de la société par suite de l'amortissement. Il reçoit à la place de son ancienne action, dite de capital, une action nouvelle dite de jouissance ; l'action de capital a deux coupons : un coupon d'intérêt et un coupon de dividende. L'action de jouissance n'a que ce deuxième coupon et, d'autre part, lors de la liquidation de la société, l'actif, préalablement à tout par-

tage, servira à rembourser d'abord les actions de capital encore en circulation.

Mais au lieu du remboursement intégral de l'action, la société peut rembourser par fractions seulement ; la situation est analogue alors à celle qui se produit lorsque l'usufruit porte sur une rente viagère. Appliquera-t-on cependant la même solution ? Il est tout d'abord incontestable que l'usufruitier aura le droit de toucher le capital de l'action remboursée aussi bien que les coupons d'intérêt ou de dividende. C'est un droit qu'il puise dans ses pouvoirs d'administration, il pourra le recevoir et en donner décharge. Ce droit sera le même si le remboursement a lieu par fractions, mais ces fractions appartiendront au nu-propriétaire ; elles représentent en effet le capital, la substance de la valeur mobilière. Le raisonnement que nous avons fait pour expliquer que les arrérages des rentes viagères étaient pour le tout des fruits, ne peut s'appliquer à ces sortes de remboursements. La personne qui a contracté la rente viagère a aliéné, avons-nous dit, son capital contre une jouissance ; l'usufruitier prend pour lui toute la jouissance et le nu-propriétaire n'a plus aucun droit. Lorsqu'il s'agit de ces remboursements par fractions, on ne peut pas dire que l'actionnaire en achetant son action ait entendu aliéner son capital. Il compte en effet le retrouver à l'expiration de la société. Si on

lui rembourse une partie de son apport avant l'arrivée du terme, il la considérera comme la représentation du capital qu'il a engagé et non comme un supplément de revenus. L'usufruitier n'en deviendra donc pas propriétaire ; il en aura seulement la jouissance et l'administration pendant la durée de l'usufruit.

II. — DROIT POUR L'USUFRUITIER DE RÉCLAMER LE CAPITAL.

Ce droit est, comme celui de recevoir le paiement volontaire du capital échu, une conséquence du droit de l'usufruitier d'administrer le capital. La loi est également muette sur ce point, néanmoins ce droit est, lui aussi, certain en jurisprudence et en doctrine, les mêmes arguments sont applicables à l'un et à l'autre. Aussi nous contenterons-nous de renvoyer à la discussion à laquelle nous nous sommes livré ci-dessus.

III. — DROIT DE L'USUFRUITIER SUR LE TITRE.

Le titre indispensable pour toucher les revenus est également indispensable pour toucher le capital. L'usufruitier a donc double raison pour en retenir la possession. Pour de plus amples détails, nous renvoyons à l'exposé que nous avons fait ci-dessus des difficultés rencontrées par les auteurs et les arrêts.

SECTION II. — Obligation de conserver le capital.

L'usufruitier a, selon le code civil, la jouissance et l'administration de la chose, mais seulement à charge d'en conserver la substance. La substance d'une valeur mobilière, c'est le capital ; l'usufruitier doit donc le conserver. Lorsqu'il l'aura touché à l'échéance ou lorsqu'il aura aliéné une valeur, il devra faire emploi de l'argent, en s'abstenant toutefois de placements hasardeux et sans avoir le droit de compromettre par une gestion imprudente le capital dont la garde lui est confiée. S'il gaspillait ainsi l'argent qu'il a en dépôt, le nu-propriétaire pourrait intervenir et faire prendre par les tribunaux les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de son droit.

I. — REMPLOI DU CAPITAL.

Le capital doit être employé par l'usufruitier quand, à la suite du paiement d'une créance, ou de la vente d'un titre, il est en possession de l'argent représentant ce capital. Ce emploi doit être fait en un placement présentant de réelles garanties. Les formes sont variables selon les cas.

1° Quand le capital doit-il être remployé ?

Il y a lieu à remploi dans deux hypothèses : a) quand la créance étant venue à échéance, le débiteur

en a payé le montant à l'usufruitier soit spontanément, soit après une mise en demeure ; b) et quand l'usufruitier vend la valeur mobilière, objet de l'usufruit. Le premier cas a fait ci-dessus l'objet d'une étude sur laquelle il n'y a pas lieu de revenir. Le second nous occupera seul dans les explications qui vont suivre.

En principe, avons-nous dit, l'usufruitier n'a pas le droit de disposer du capital, il a la jouissance de la chose à charge d'en conserver la substance ; et nous savons ce qu'il faut entendre par substance : c'est l'ensemble des qualités nécessaires à la chose, non seulement pour qu'elle garde même utilité et même valeur, mais encore pour qu'elle puisse servir identiquement aux mêmes usages. Ainsi, l'usufruitier ne pourra pas vendre le champ donné en usufruit. Il semblerait en conséquence que l'usufruitier n'ait pas non plus le droit de vendre les valeurs mobilières sur lesquelles il peut exercer son droit de jouissance.

Il n'en est rien cependant, il est hors de doute que l'usufruitier a le droit de vendre les valeurs mobilières contenues dans son usufruit, mais à la charge de les remplacer en valeurs analogues. En effet, l'usufruitier doit conserver la substance des biens qu'il administre. Or, la destination d'une valeur mobilière étant de donner des revenus, rien ne s'oppose à ce

que l'usufruitier substitue une valeur mobilière à une autre ; la substance de la chose est ainsi conservée. Au contraire, il serait interdit à l'usufruitier de donner la valeur mobilière, parce qu'il en perdrait la substance.

Il faut toutefois remarquer que l'aliénation serait valable ; elle aurait pour unique conséquence d'entraîner une responsabilité personnelle de l'usufruitier, il devrait reconstituer la valeur qu'il aurait aliénée contre tout droit.

Une objection se présente cependant, tirée de l'article 618, alinéa 1 : « L'usufruit peut aussi cesser par « l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en « commettant des dégradations sur le fonds, soit « en le laissant dépérir faute d'entretien ». L'aliénation de la valeur ne fait sans doute pas disparaître la substance de la chose, mais elle peut la compromettre. Le propriétaire, dans ce cas, voit ses droits menacés et peut demander la cessation de l'usufruit à raison des abus de jouissance commis.

Nous répondrons qu'en réalité le danger ne vient pas de l'aliénation en elle-même, mais du mauvais placement fait avec l'argent provenant de l'aliénation.

L'abus de jouissance ne se trouve pas dans cette aliénation, mais il y a obligation pour l'usufruitier de remployer les sommes touchées par lui.

On peut comparer sa situation à celle d'un mari

non propriétaire de la dot immobilière, mais qui est autorisé, par le contrat de mariage, à l'aliéner sous la condition d'en remployer la valeur.

Citons, ici, un arrêt particulièrement caractéristique de la cour de cassation du 11 juillet 1888 (S., 88, 1, 368) : « Attendu que la dispense de fournir caution et de faire emploi concédée à l'usufruitier par le titre constitutif de son usufruit a pour objet et doit avoir pour conséquence de lui assurer la libre jouissance des valeurs comprises dans le dit usufruit, suivant leur forme au moment où il vient à s'ouvrir et sans que sa jouissance puisse, dès l'origine, être modifiée ou transformée par des mesures conservatoires, prises dans l'intérêt du nu-propriétaire ; que de telles mesures peuvent, il est vrai, intervenir au cours de l'usufruit, mais alors seulement qu'il est établi que l'usufruitier met en péril par ses actes personnels les droits du nu-propriétaire ; attendu que l'arrêt attaqué, loin de constater aucun fait de cette nature, à la charge du demandeur, usufruitier avec dispense de fournir de caution et de faire emploi de toutes les créances, valeurs, marchandises, argent et immeubles dépendant de la succession de son épouse, reconnaît, au contraire, formellement « la bonne gestion de ses affaires, ses habitudes d'économie et son honorabilité » ; que néanmoins il ordonne que, par les soins d'un notaire, les valeurs soumises à l'usu-

fruit seront converties en titres nominatifs au nom du sieur Roussel, héritier de la dame Beurnel, pour la nue propriété, et au nom de Beurnel pour l'usufruit, et que celles de ces valeurs qui ne seraient pas susceptibles d'une pareille immatriculation, seront déposées à la Banque de France, où Beurnel pourra, sa vie durant, en toucher les revenus et arrérages, si mieux n'aiment les parties les convertir en d'autres valeurs ; qu'en statuant ainsi, il a méconnu les principes ci-dessus rappelés, faussement appliqué et par suite violé les articles de la loi sus-visés, — Casse, etc... »

Nous pouvons citer dans le même sens plusieurs autres déclarations judiciaires (Trib. Lyon, 31 mars 1892, *Gaz. Pal.*, 1, 714; Cass. req., 19 déc. 1905, D., 1906, 1, 254, S., 1906, 1, 188 ; Cass. civ., 27 juillet 1897, D., 1900, 1, 581 ; Paris, 30 nov. 1893, D., 95, 2, 130 ; Douai, 25 octobre 1900 et 18 juillet 1901, D., 1902, 2, 383 ; Trib. St-Omer, 15 avril 1892, D., 93, 2, 433 ; Trib. Lyon, 31 mars 1892, D., 94, 2, 133 (implicitement).

2° Comment le capital doit-il être remployé ?

Il résulte des explications qui précèdent que le remploi doit être fait avec la plus grande prudence. La substance de la chose doit être conservée ; or pour conserver la substance de la chose, il est néces-

saire que le titre acheté en remploi réalise certaines conditions. Sa valeur doit tout d'abord être égale au titre aliéné ; elle peut évidemment varier dans la suite, il suffit qu'au moment de l'achat du titre, il y ait égalité. L'usufruitier doit en second lieu acheter un titre sérieux, faire un placement « de père de famille ». En principe, il n'est pas garant du titre, il ne doit pas assurer le remboursement du capital, ni le maintien des cours s'il s'agit d'un titre négociable, mais il engagerait sa responsabilité s'il achetait un titre peu sérieux, susceptible d'une baisse rapide, acheté dans un moment de hausse exagérée ; il serait également responsable s'il remplaçait un titre ayant de solides garanties, grâce à des cautions ou à des hypothèques, par un autre titre ne présentant pas de garanties avec un débiteur d'une solvabilité douteuse.

Dans ces hypothèses, le nu-propriétaire pourrait intervenir ; il aurait le droit de demander en justice la cessation de l'usufruit, ou tout au moins certaines garanties supplémentaires.

3° Forme du remploi.

Le remploi en principe n'est soumis à aucune forme. Il suffit que l'usufruitier achète une autre valeur qu'il représentera à l'expiration de l'usufruit. Toutefois si cette valeur est au nominatif, et elle de-

vra l'être généralement, il faudra inscrire sur le registre de transfert que la nue propriété appartient à telle personne et l'usufruit à telle autre. Si le placement est fait sur un particulier, il devra aussi être fait mention des deux noms dans l'acte de prêt.

Exceptionnellement le remploi est soumis à certaines formes particulières lorsqu'un mari usufruitier de la dot est tenu de faire remploi en vertu du contrat de mariage (art. 1553, C. civ.) ; il faut alors appliquer les articles 1434 et 1435 du code civil. Le mari doit déclarer que l'acquisition est faite des deniers provenant de la valeur vendue par sa femme et pour lui servir de remploi. C'est là cependant un cas très rare et généralement le mari usufruitier de la dot ne rencontrera pas de difficultés de ce genre parce qu'il en est en même temps propriétaire, à la charge d'en restituer la valeur au moment de la dissolution du mariage.

II. — INTERVENTION DE LA JUSTICE.

Il peut y avoir intervention de la justice quand l'usufruitier ne fait pas le remploi, c'est au nu-propriétaire qu'appartient alors le droit d'agir. Il peut demander que ce placement soit fait en valeurs très sûres (rentes sur l'Etat, actions de la Banque de France, obligations des compagnies de chemins de fer), ou prendre quelques mesures prudentes, comme

la forme nominative des titres, la constitution d'une caution, etc., ou bien même enfin faire prononcer la déchéance de l'usufruitier.

On peut en effet considérer que la négligence apportée au remploi compromet les intérêts du nu-propriétaire. Nous aurons à revenir sur ces mesures au cours de la section suivante.

SECTION III. — Obligation de restituer le capital.

L'usufruitier est tenu de restituer le capital ; de là dérivent deux obligations essentielles :

1° Celle de conserver la substance de la chose.

2° Celle de la rendre à la fin de l'usufruit.

I. — OBLIGATION DE CONSERVER LA SUBSTANCE DE LA CHOSE.

Il est inutile d'insister sur cette obligation en elle-même. Nous l'avons en effet suffisamment définie en étudiant l'obligation de remployer le capital.

Il importe toutefois d'en indiquer quelques conséquences.

L'usufruitier doit d'abord veiller à la conservation de la créance, le nu-propriétaire de son côté peut demander à la justice d'ordonner certaines mesures et cela en vue de s'assurer de la bonne exécution de cette obligation ; enfin si l'usufruitier compromet la

restitution de la chose, le nu-propriétaire peut demander la déchéance de l'usufruit (art. 618, C. civ.).

1° *Obligation de veiller à la conservation de la créance.*

M. Chauveau (n° 587, p. 384) définit de la manière suivante cette obligation : « Si le débiteur devient insolvable, l'usufruitier ne sera tenu à aucune restitution envers le nu-propriétaire, à moins cependant que, l'insolvabilité du débiteur étant survenue postérieurement à l'époque fixée pour le remboursement de la créance, l'usufruitier n'ait négligé d'exercer des poursuites en temps utile ; auquel cas, la perte de la créance pouvant être imputée à l'usufruitier, il en serait responsable ; en effet il n'a pas seulement le droit de poursuivre les débiteurs, il a le devoir d'agir ainsi en temps utile quand la dette est exigible ». Cette opinion est approuvée par la jurisprudence (Alger, 19 juin 1895, *La loi*, 30 janvier 1896).

M. Chauveau cependant ne se contente pas de ce principe. Il en tire une conséquence ; selon lui l'usufruitier a l'entière responsabilité de son administration, il doit donc être considéré comme garant du remploi des sommes qui lui ont été remboursées. Ce système cependant n'est pas admis par les arrêts (Grenoble, 17 juillet 1868, S., 69, 2, 9 ; D., 69, 2, 101 ;

Dijon, 27 janvier 1864, D., 65, 2, 104). En effet, l'usufruitier n'est responsable qu'en qualité d'administrateur, il doit veiller à la conservation de la chose, mais il ne doit pas la restituer quand elle a été détruite par cas fortuit ou force majeure ; or l'insolvabilité du débiteur, quand l'usufruitier fait le placement avec toute la prudence désirable, est un véritable cas fortuit. On ne peut donc alors le déclarer responsable.

2° Mesures de précaution demandées en justice par le nu-propriétaire.

Il convient de distinguer entre les mesures imposées par la loi au début de l'usufruit et qui s'appliquent aux valeurs mobilières comme aux autres biens, et celles spéciales aux valeurs mobilières.

A.— *Mesures générales.*— L'article 600 impose à l'usufruitier entrant en jouissance, l'obligation de faire dresser l'inventaire des biens sur lesquels s'exercera son droit d'usufruit. Les valeurs mobilières doivent être mentionnées dans cet inventaire tout comme les autres biens. L'article 943 du code de procédure civile, contient à leur sujet une disposition spéciale, les titres actifs et passifs devront être déclarés. En outre « les papiers seront cotés par première et dernière ; ils seront paraphés de la main « d'un des notaires ; s'il y a des livres et registres de

« commerce, l'état en sera constaté, les feuillets en
« seront pareillement cotés et paraphés, s'ils ne le
« sont ; s'il y a des blancs dans les pages écrites, ils
« seront bâtonnés ». Ces deux dispositions s'appli-
quent très certainement aux valeurs mobilières (Nan-
cy, 21 mai 1886, S., 86, 2, 214).

En second lieu, l'article 601 dispose que l'usufruitier doit fournir une caution « s'il n'en est dispensé par l'acte constitutif de l'usufruit ». Exception est faite en outre pour l'usufruitier légal et pour le donateur ou le vendeur. La caution est tenue à raison de la responsabilité encourue par l'usufruitier qui abuse de son droit.

B.— *Mesures spéciales.*— Le tribunal peut ordonner des mesures spéciales lorsque l'usufruitier ne trouve pas de caution (art. 602); il peut ordonner le placement des sommes comprises dans l'usufruit. Lorsque les sommes sont placées, il n'est pas besoin d'ordonner un nouveau placement. Toutefois, si le placement est déjà fait ou s'il est fait en vertu d'un jugement, le tribunal ne laisse généralement pas les titres entre les mains de l'usufruitier ; il en ordonne le dépôt entre les mains d'un tiers séquestre.

Il peut aussi prescrire la transformation des titres au porteur en titres nominatifs, c'est même la mesure la plus généralement adoptée. On s'est demandé autrefois si l'usufruitier pouvait la provoquer

lui-même ; depuis longtemps les doutes sont levés. On considère aujourd'hui, notamment à la suite de la loi de 1880 sur les valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits, article 10, que la transformation du titre nominatif est un acte d'excellente administration qui augmente les garanties du propriétaire (Buchère, n° 833 ; Wahl, *Traité théorique et pratique des titres au porteur*, t. I., n°s 573 et 574 ; Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, n° 272 ; Cass. req., 22 octobre 1889, S., 90, 2, 53 ; Trib. civ. Seine, 19 janv. 1900, *Gaz. Trib.*, 1900, 1, 2° 393 ; Lyon, 20 janvier 1882, *Gaz. Pal.*, 1883, 1, 109 ; Trib. Seine, 31 juillet 1890, *Gaz. Pal.*, 1890, 2, 328 ; Lyon, 22 juillet 1891, *Gaz. Pal.*, 1891, 2, 384 ; Paris, 4 mai 1890, *Gaz. Pal.*, 1891, 2, 539 ; Paris, 10 janvier 1896, *Gaz. Pal.*, table, 1892-97, t. II, v° *Usufruit*, p. 631 ; Trib. Lyon, 31 mars 1892, *Gaz. Pal.*, 1892, 1, 714).

Ces mesures peuvent sans aucun doute être ordonnées au début de l'usufruit dans le cas prévu par l'article 601 et c'est dans ce cas seul qu'elles peuvent intervenir à ce moment. On a bien soutenu autrefois aussi qu'elles étaient possibles lorsqu'il y avait dispense de caution et certains arrêts de cours d'appel s'étaient inspirés de ce principe (Nancy, 21 mai 1886, S., 86, 2, 214, D., 87, 2, 181 ; Dijon, 6 déc. 1886, S., 87, 2, 60 ; Poitiers, 9 mai 1887, sous Cass.,

7 déc. 1891, S., 92, 1, 353, D., 92, 1, 68). Mais cette opinion a été condamnée à plusieurs reprises par la cour de cassation (Cass., 22 octobre 1889, cité ; Cass., 26 mars 1889, S., 89, 1, 206, D., 89, 1, 464 ; Cass., 7 déc. 1891, cité ; Cass., 11 juill. 1888, S., 88, 1, 368 ; D., 89, 1, 463 ; Cass., 27 juillet 1897, S., 98, 1, 8) ; la doctrine est toute entière en ce sens (Wahl, note sous Cass., 7 déc. 1891, au Sirey ; Demolombe, n° 497 ; Chauveau, n° 658 ; Huc, t. IV, 216 et suiv.), et les cours d'appel ont fini par se ranger à cet avis (Aix, 31 janv. 1879, S., 79, 2, 332 ; Besançon, 6 fév. 1889, S., 92, 1, 313 ; Paris, 4 mars 1891, S., 92, 1, 354 ; Orléans, 3 juillet 1901, S., 1902, 2, 48). C'est qu'en effet l'article 602 ne parle que des usufruitiers « qui ne trouvent pas de caution » ; il résulte donc à n'en pas douter de ce texte, qu'il ne s'applique pas à ceux qui, en vertu du titre constitutif de l'usufruit, sont dispensés de donner caution.

Ces mesures cependant peuvent être ordonnées par le tribunal au cours de l'usufruit quand l'usufruitier compromet les biens dont il a la jouissance ; il encourt alors une sanction ; au lieu d'appliquer la plus rigoureuse : la déchéance de son droit d'usufruit, les tribunaux se contentent, en général, d'ordonner le dépôt des titres à la Banque de France ou leur transformation de valeurs au porteur en valeurs nomina-

tives ou bien encore le placement en rentes nominatives sur l'Etat.

3° Déchéance pour abus de jouissance.

Nous n'avons qu'à rappeler ici le principe dont nous avons signalé ci-dessus à plusieurs reprises les applications. Lorsque l'usufruitier commet un grave abus de jouissance, il peut être déclaré déchu de son droit, si le tribunal juge l'abus de nature à porter atteinte aux intérêts du nu-propriétaire et à compromettre la restitution du capital.

II. — OBLIGATION DE RESTITUER LA SUBSTANCE DE LA VALEUR MOBILIÈRE.

Le capital doit à la fin de l'usufruit être rendu au nu-propriétaire. Cela implique en premier lieu la remise du titre de créance. Des opérations diverses peuvent en outre être nécessaires ; il faudra, si le titre est nominatif, modifier, sur les registres de la personne débitrice, le nom du titulaire de la créance ; il faudra aussi, dans certaines hypothèses, faire signifier le transfert par voie d'huissier au débiteur ou bien obtenir son acceptation dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du code civil.

**APPENDICE. — Du droit pour l'usufruitier d'une action
de participer aux assemblées générales.**

Lorsqu'une personne a l'usufruit d'actions d'une société, a-t-elle le droit d'assister aux assemblées générales de cette société ?

Une distinction s'impose, selon que les actions sont nominatives ou au porteur. Lorsque les actions sont au porteur, l'usufruitier en a généralement la garde; il peut dès lors assister et participer aux assemblées générales de la société. Cependant ces actions peuvent se trouver déposées, soit par ordre du tribunal, soit à la suite d'un accord entre les parties, entre les mains d'un tiers séquestre. Que décider alors ? Nous croyons qu'il serait impossible à l'usufruitier d'exercer son droit ; car le dépôt de l'action avant l'assemblée générale est le plus souvent exigé par les statuts et l'article 28 de la loi du 24 juillet 1867 veut en tout cas que les personnes qui participent à l'assemblée soient porteurs de leurs actions.

Lorsque les actions sont nominatives et que la présence d'un usufruitier et d'un nu-propiétaire est signalée sur le registre des transferts, le droit de participer aux assemblées générales est impossible si les titres ont été déposés entre les mains d'un tiers.

Lorsqu'au contraire ils sont entre les mains de l'usufruitier, peut-il participer à une assemblée géné-

rale ? Un arrêt de la cour de Bruxelles du 21 novembre 1903 (S., 1906, 4, 11), a décidé qu'il fallait alors un accord entre le nu-propiétaire et l'usufruitier. Cette décision ne nous paraît pas admissible. En effet, c'est à l'usufruitier que revient le droit d'administrer la valeur mobilière, le droit de participer aux assemblées générales rentre incontestablement dans ce pouvoir d'administration. Nous considérons donc que l'usufruitier a le droit d'assister aux assemblées générales et d'y voter quand il a la garde des actions.

CHAPITRE III

L'usufruit des valeurs mobilières au point de vue fiscal.

Notre intention était de traiter, au point de vue du droit privé seulement, la question de l'usufruit des valeurs mobilières.

Toutefois, pour donner de ce sujet un aperçu général, il est utile d'indiquer maintenant dans ses grandes lignes, la situation de l'usufruitier au point de vue du droit fiscal.

§ 1.

Il existe un nombre assez considérable d'hypothèses dans lesquelles l'usufruitier a, à l'égard du fisc, les mêmes obligations, quelle que soit la nature des biens soumis à son droit. Par exemple, la constitution et la transmission d'un usufruit à titre gratuit entre vifs ou par décès donnent lieu à la perception des mêmes taxes, établies suivant le même tarif, qu'il y ait ou non des valeurs mobilières comprises dans la mutation visée.

Il faut donc, dans ces hypothèses, donations, legs, successions, se référer aux principes généraux établis en matière d'usufruit par les lois du 22 frimaire an VII et celles du 25 février 1901 (V. Wahl, *Régime fiscal des sociétés et valeurs mobilières*, 1909, t. I, n° 1471) et aux tarifs ordinaires fixés par les articles 10 et 11 de la loi de finances du 8 avril 1910 encore en vigueur (Sirey, *Lois ann.*, 1910, p. 1140 et s.).

Nous ne pouvons nous étendre longuement sur les principes qui ont inspiré la loi de 1901, disons seulement que la loi de frimaire an VII ne conservera encore d'application que pendant une période transitoire (V. sur ce point, Maguero, *Dict. des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque*, 2^e édit. 1911, v° *Usufruit*, n°s 1 et suiv.; Wahl, *Tr. de droit fiscal*, 1902, I, n° 33).

Mais, ce qu'il importe de noter c'est que, pour connaître le droit qui frappe la constitution et la transmission d'un usufruit, il faut tenir compte de la valeur de la propriété entière des biens soumis à l'usufruit. C'est seulement après avoir calculé celle-ci, qu'à l'aide d'un barème établi par l'article 13, 2° de la loi de 1901, on évalue la valeur de l'usufruit et qu'on applique les droits indiqués. Le calcul de la valeur imposable, telle est donc l'unique opération à réaliser suivant des principes différents en matière d'im-

meubles, de meubles corporels ou incorporels, de créances à terme, pensions et rentes. Pour les créances en général l'estimation se fait d'après leur valeur nominale et non d'après leur valeur effective au jour du décès ou de la donation. Pour les titres cotés en Bourse, on fixe au contraire la valeur effective au cours moyen du jour de la transmission. On généralise ainsi la règle d'évaluation, édictée, par des textes spéciaux, pour les rentes sur l'Etat et les titres étrangers (Wahl, *Reg. fisc. des Soc.*, I, n° 622 et s.). Si les titres ne sont pas cotés en Bourse, ce sont les parties qui font une déclaration estimative, la régie pouvant d'ailleurs contrôler et discuter la valeur assignée aux titres par les parties.

On voit donc que l'usufruit ne donne lieu dans ces matières à aucune taxe différente de celles établies pour la transmission en pleine propriété et seul le mode de calcul de la valeur imposable présente des prescriptions spéciales aux valeurs mobilières. Les exemples que nous venons de donner pourraient être multipliés. *Le droit d'accroissement*, établi par les articles 4 de la loi du 28 décembre 1880 et 8 de la loi du 29 décembre 1884, sous forme d'une taxe annuelle et obligatoire, sur la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés par les congrégations, communautés et associations religieuses autorisées ou non, et les autres sociétés et associations déterminées

par ces textes, intéresse, sans doute, les collectivités usufruitières de valeurs mobilières ; mais cette taxe ne varie pas selon la composition du patrimoine de ces collectivités ; elle est toujours de 0 fr. 30 % de la valeur brute du patrimoine (L'article 4 de la loi du 16 avril 1895, a cependant porté le taux de cette taxe à 0 fr. 40 % pour les immeubles possédés par les collectivités échappant à la taxe de mainmorte établie par la loi du 20 février 1849). De toute manière, c'est sur la valeur brute de l'usufruit et non de la pleine propriété des biens immeubles, meubles corporels ou valeurs mobilières que pèse la taxe annuelle (1).

§ 2.

Nous devons examiner maintenant et d'une façon plus complète, le régime fiscal propre aux valeurs mobilières et déterminer quels sont, parmi les impôts qui les frappent, ceux qui retombent à la charge de l'usufruitier.

A cet égard, la législation a subi depuis la seconde moitié du siècle dernier des modifications profondes inspirées par des préoccupations de nature diverse.

(1) Pour le même motif nous pouvons laisser de côté ce qui concerne le droit d'apport perçu sur l'usufruit apporté en jouissance dans une société : la valeur de l'usufruit est toujours évaluée par les parties,

La loi du 5 juin 1850 (L. 5 juin 1850, art. 15 ; V. Wahl, *Traité de dr. fisc.*, I, n° 319), qui fut la première loi spéciale aux valeurs mobilières, supprimait tout droit d'enregistrement sur les transmissions de valeurs mobilières, et fondait en un droit de timbre unique perçu lors de la création des titres, actions ou obligations, toutes les taxes susceptibles d'atteindre cette catégorie de biens. Mais on trouve bientôt que les valeurs mobilières jouissaient de privilèges fiscaux excessifs, eu égard aux droits qui frappaient la fortune immobilière. La loi du 23 juin 1857 établit un droit d'enregistrement obligatoire sur la transmission de tous titres, en organisant un régime différent de perception pour les diverses catégories de titres.

L'impôt sur le revenu a été, comme le droit d'accroissement, créé pour indemniser le trésor des pertes que lui fait subir le maintien indéfini de certains biens dans le patrimoine des collectivités, sociétés, compagnies ou entreprises quelconques financières ou industrielles, commerciales ou civiles (en particulier des associations sans but lucratif, congrégations et communautés religieuses) ainsi que des départements, communes ou établissements publics.

Enfin la loi du 26 décembre 1908 qui procure à l'Etat des ressources plus importantes encore que par le passé, est destinée à remédier aux fraudes fiscales que facilitent les titres au porteur, surtout dans

les transmissions par décès (S., *Lois ann.*, 1909, p. 913 et s., art. 5 et 6.— V. sur cette loi l'article de M. Julliot, *Du nouveau régime fiscal des valeurs mobilières*, *Ann. dr. commercial*, 1909, paru en tirage à part). Elle aggrave la condition fiscale de ces titres en rendant cependant facile leur conversion sous la forme nominative, pour inciter les capitalistes à ne pas dissimuler au fisc le contenu de leur portefeuille et à cesser la pratique de « l'évasion fiscale » si redoutée des Etats modernes.

Ces différents textes ne concernent pas spécialement l'usufruitier de valeurs mobilières. Mais il importe, pour bien mesurer les obligations de ce dernier, de dresser un tableau sommaire des impôts qui frappent les valeurs mobilières. Ce sont les suivants:

1° *Le droit de transmission* qui est actuellement de 0,75 %. Il est calculé sur la valeur actuelle « négociée » du titre et perçu lors du transfert d'un titre nominatif lorsque sa transmission ne peut s'opérer qu'au moyen d'un transfert sur les registres de la société ; il est également perçu lors de la conversion d'un titre nominatif en titre au porteur. Depuis la loi du 26 décembre 1908, la conversion d'une valeur au porteur sous la forme nominative est exempte de ce droit.

2° *La taxe annuelle de circulation* qui est actuellement de 0,25 % sans décimes. Cette taxe frappe spé-

cialement les titres au porteur et d'une manière générale tous les titres dont la transmission ne s'opère pas obligatoirement au moyen d'un transfert (Wahl, *Rég. fisc. des sociétés*, I, n° 1319). Le trésor, ne pouvant en effet avoir connaissance des mutations de valeurs qui ne laissent aucune trace et n'étant pas à même de percevoir le droit de transmission chaque fois qu'il y aurait lieu de le faire, la loi du 23 juin 1857 a créé une taxe d'abonnement annuelle et obligatoire, dont la perception se fait indépendamment de tout changement de mains. Cette taxe se calcule sur le capital tel qu'il résulte du cours moyen du titre pendant l'année précédente. Elle est payée par trimestre échu : ce sont les établissements débiteurs qui l'avancent, mais la récupèrent ensuite par une retenue sur le coupon. Ce sont en définitive les porteurs de titres qui subissent cette charge.

3° *L'impôt du timbre*, le plus ancien de tous, reste à la charge des sociétés. Il est perçu au moment de la création des titres ; mais il est souvent converti en un abonnement annuel de 0,06 % calculé sur leur valeur nominale. Il frappe les titres nominatifs et les titres au porteur.

4° *L'impôt de 4 % sur le revenu*, commun également aux deux sortes de titres, atteint les bénéfices de toute nature et est lui aussi avancé par les établissements ; mais comme il reste définitivement à la charge de l'as-

socié ou du prêteur, une retenue nouvelle est opérée sur le coupon (art. 1 et 3, loi du 29 juin 1872 ; art. 4, 26 déc. 1890).

5° *L'impôt sur les primes de remboursement* payées aux créanciers et porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt, s'élève à 4 % du montant de la prime (art. 5, loi du 21 juin 1875 ; décret des 15, 16 déc. 1875 ; art. 4, loi du 26 déc. 1890).

6° *Une taxe de 8 % est établie sur les lots* échus aux mêmes personnes. Cette taxe était précédemment de 4 % (Mêmes textes.— V. en outre art. 20, loi du 25 février 1901.

7° *Enfin la taxe sur les opérations de Bourse* accomplies par l'intermédiaire de personnes qui font habituellement commerce de ces transactions, exclusivement celles « qui ont pour objet l'achat ou la vente, au comptant ou à terme, de valeurs de toute nature ». (Loi du 28 avril 1893). Nous ne la citons que pour mémoire puisqu'elle est étrangère à notre sujet.

Quelles sont, parmi ces différentes taxes, celles que supportera l'usufruitier de valeurs mobilières ?

Il est incontestable que l'impôt sur le timbre, qui reste définitivement à la charge des sociétés et non des associés pris individuellement, ne pèse pas directement sur l'usufruitier de titres nominatifs ou au porteur. En droit, celui-ci n'a donc rien à payer. En

fait cependant, et lorsque la société a contracté un abonnement, le coupon touché par l'usufruitier est un peu diminué.

On voit, de même, que le droit de transmission de 0,75 % perçu lors du transfert d'un titre nominatif ne peut être mis à la charge de l'usufruitier. Celui-ci n'a pas qualité pour aliéner la pleine propriété, par voie de transfert ou autrement, des valeurs dont il n'a que la jouissance. Il faut tenir compte cependant de la possibilité d'une constitution ou d'une transmission à titre onéreux d'usufruit ou de nue propriété sur des valeurs mobilières. On aperçoit ici une différence marquée entre le régime fiscal de la mutation à titre onéreux d'un usufruit portant sur biens quelconques et celui qui régit la mutation de l'usufruit des valeurs mobilières.

Lorsqu'il s'agissait de mutations à titre gratuit le même droit au même tarif frappait la transmission d'immeubles, de meubles ou de valeurs mobilières. Il n'y avait de règles spéciales à ces dernières que pour le mode de calcul de la valeur imposable (V. *suprà*). Au contraire pour les cessions à titre onéreux, le tarif du droit et le mode de calcul de la valeur imposable sont spéciaux à chacun des biens qui sont l'objet de la mutation. Les ventes et constitutions d'usufruit d'immeubles sont soumis au même tarif que les ventes de propriété, soit 5.50 %. Les ventes et consti-

tutions d'usufruit de meubles corporels sont soumises au même tarif que les ventes de propriété de meubles corporels, soit 2 %.

La valeur imposable est alors déterminée par le prix exprimé dans l'acte, accru des charges qui augmentent ce prix, sauf à la régie à requérir l'expertise ou à faire établir la dissimulation. Lorsqu'il s'agit de créances à terme, de rentes et pensions, l'article 13, n° 3 de la loi du 25 février 1901 décide que le calcul de la valeur imposable se fera de la même manière pour toutes les transmissions à titre gratuit ou onéreux. On détermine d'abord la valeur de la pleine propriété de la créance, de la rente, suivant les règles indiquées par les paragraphes 2, 7, et 9 de l'article 14 de la loi de frimaire an VII. La valeur imposable de la nue propriété et celle de l'usufruit transmis sont ensuite fixées respectivement à une fraction du capital ainsi obtenu pour la pleine propriété, d'après l'âge de l'usufruitier ou la durée assignée à l'usufruit, conformément au barème fixé par l'article 13, n° 2 de la loi de 1901 : on ne tient pas compte du prix exprimé par les parties dans l'acte de constitution d'usufruit.

Quant aux transmissions à titre onéreux de nue propriété ou d'usufruit portant sur des valeurs mobilières, elles tombent sous le coup de l'impôt de transmission créé par la loi de 1857 et tarifé à 0.75 % de-

puis la loi de 1908. Il est calculé sur la valeur « négociée », aussi bien lorsqu'il s'agit de transmissions d'un simple usufruit, que d'un transfert de pleine propriété. Il n'y a donc à tenir compte ni de la valeur nominale du titre ainsi transmis, ni des règles relatives au mode d'évaluation des créances à terme, pensions et rentes. Une solution de la régie du 18 juillet 1903 l'a déclaré formellement et il n'y a aucun doute à ce sujet (Inst., 3131, § 3, *J. Enr.*, 26, 780).

Les porteurs de rentes sur l'Etat jouissent de l'immunité du droit de transmission lorsqu'il y a mutation à titre onéreux en pleine propriété. La mutation d'usufruit sera exempte aussi de ce droit, car le texte dispense de toute taxe, « les inscriptions sur le grand livre de la dette publique, leurs transferts et mutations » (Art. 70, § 3, n° 3, Loi 22 frimaire an VII).

Par contre, les obligations du Crédit foncier qui n'étaient assujetties depuis la promulgation du décret organique, qu'à un droit fixe de 0 fr. 10, perçu lors de leur création et jouissaient ainsi, depuis 1857, d'une immunité complète du droit de transmission, y sont soumises par l'article 11, alinéa 2 de la loi du 16 septembre 1871. La même taxe s'applique aussi aux actions de cet établissement.

D'une manière générale, la loi soumet à cette taxe, en ce qui concerne les actions : toutes les entreprises divisées par actions, et en ce qui concerne les autres

titres : les sociétés communes, départements et établissements publics.

De même que pour la mutation de pleine propriété, l'usufruitier reste étranger à la conversion d'un titre nominatif en titre au porteur, et n'a pas à en supporter les charges fiscales élevées de 0,50 à 0,75 depuis la loi de 1908.

Il doit à la même loi de n'avoir plus à supporter aucune charge fiscale, alors qu'il est obligé de procéder à cette conversion pour garantir le nu-propriétaire. En effet, l'article 5, alinéa 2 de la loi du 26 décembre 1908 dispose que la « conversion des actions et obligations au porteur en actions et obligations nominatives, est exempte dudit droit de 0,75 % ». Cette mesure destinée à favoriser les conversions, se trouve indirectement très profitable à l'usufruitier incapable de fournir caution et obligé de procéder à une immatriculation du titre dont il a la jouissance au nom du nu-propriétaire sur les registres de la société.

Cette mesure se rattache d'ailleurs à une autre disposition de la loi de 1908 que nous allons étudier. C'est l'article 6, qui a élevé à 0,25 % sans addition de décimes, *la taxe annuelle* sur les titres au porteur.

Cette taxe, nous l'avons dit, remplace pour les titres au porteur en particulier, mais non exclusivement, la taxe de transmission de 0,75 % que la ré-

gie ne pourrait percevoir à chaque mutation, faute de connaître les changements de mains que subissent des titres aussi mobiles. Mais cet impôt qui est destiné à atteindre des mutations, se perçoit en réalité même si aucune mutation de titres n'a eu lieu ; il revêt le caractère d'un forfait entre le trésor et les détenteurs de titres, mais d'un forfait proportionnel à la valeur moyenne de sa négociation, payable périodiquement. En cela, on le pourrait rapprocher de taxes telles que l'impôt sur le revenu qui sont aussi prélevées périodiquement (1).

Lorsqu'il s'agit donc de déterminer à la charge de qui, de l'usufruitier ou du nu-propriétaire de titres, reste définitivement la taxe annuelle de 0,25 % nous n'hésiterons pas à déclarer que seul l'usufruitier la supporte. Le code civil dispose en effet dans son article 608 « que l'usufruitier est tenu, pendant sa « jouissance, de toutes les charges annuelles de l'héritage, telles que les contributions et autres qui « dans l'usage sont censées charges des fruits ». Cette règle peut être appliquée aux valeurs mobilières et

(1) Aussi avait-on songé en préparant la loi de finances du 26 décembre 1905, à transformer la taxe de 0,20 p. 100 en une taxe supplémentaire de 2 p. 100 sur le revenu, ce qui aurait porté cet impôt à 6 p. 100 ; mais à la suite des critiques formulées sur ce point, on s'est décidé à élever la taxe annuelle de circulation de 0,20 à 0,25, sans modifier sa nature. Conf. Julliot, *op. cit.*, p. 8 et suiv., et les autorités citées.

l'on doit poser en principe que l'usufruitier est tenu des charges fiscales dans la mesure où elles sont censées charges des avantages retirés par lui.

Or, la taxe annuelle de circulation payable par trimestre échu, et avancée par les établissements débiteurs qui la récupèrent par une retenue sur le coupon, a, sans aucun doute, le caractère d'une charge des fruits, bien que pesant sur le capital et étant calculée d'après le cours moyen du titre pendant l'année précédente. L'usufruitier verra ainsi son revenu diminuer d'autant ; il ne pourra récupérer sur le nu-propiétaire que la taxe de circulation payée par lui pour des trimestres au cours desquels il n'aurait pas eu encore la jouissance des revenus.

D'ailleurs, la loi de 1908 offre à l'usufruitier un moyen facile d'échapper à cette charge, c'est d'opérer la conversion des titres au porteur pour lesquels il supporte cette taxe, en titres nominatifs qui seront dispensés de ce droit.

Le nu-propiétaire ne pourra se plaindre, ses charges ne se trouveront pas augmentées, il n'aura à payer aucuns frais de conversion. L'usufruitier lui-même obtiendra, s'il le veut, cette conversion sans frais également, grâce à l'article 5, alinéa 2 de la loi de 1908. Cette utilisation imprévue de ces textes est conforme d'ailleurs au but qui les a inspirés : rendre plus rares les titres au porteur en prenant les capita-

listes par l'idée de leur intérêt. Les usufruitiers de valeurs mobilières même dispensés de fournir caution devraient, sans hésiter, profiter des avantages de la loi de 1908.

Nous arrivons maintenant à *l'impôt sur le revenu* de 4 % qui frappe d'une manière égale le revenu net des titres nominatifs ou au porteur ; ce sont les collectivités soumises à cet impôt qui en font l'avance. La loi vise les sociétés, compagnies, entreprises industrielles, commerciales ou civiles, ainsi que les départements, communes ou établissements publics (art. 1, nos 2 et 3, loi du 29 juin 1872), mais non l'Etat dont les titres de rente échappent à l'impôt sur le revenu.

Il est, toutefois, parmi les sociétés qui créent des valeurs mobilières, des exceptions utiles à signaler : elles ont été faites en faveur de sociétés qui n'ont pas le caractère capitaliste proprement dit : sociétés d'habitations à bon marché (art. 13, al. 1, loi du 5 nov. 1894, art. 12, loi du 12 avril 1906) ; sociétés de crédit agricole (art. 4, loi du 5 nov. 1875), maritimes (art. 1, loi du 22 avril 1906). Elles sont exemptes de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (1).

(1) Nous reproduisons à ce propos l'article 25 de la loi de finances du 8 avril 1910 : « Le § 1^{er} de l'article 24 de la loi du 20 décembre 1903 est ainsi complété. Les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont applicables ni aux parts d'intérêts ou ac-

La taxe dans les cas où elle est perçue reste définitivement à la charge des associés et prêteurs. Mais à qui s'adressera le recours de la société pour recouvrer l'avance faite par elle sur un titre démembré ? C'est l'usufruitier qui touche le coupon de revenu annuel, semestriel ou trimestriel, c'est lui qui en profite et qui en définitive subit la charge de l'impôt sur le revenu, charge des fruits, intérêts et dividendes, cela n'a jamais d'ailleurs été contesté. Le seul procès que l'on cite ordinairement sur ce point portait sur la question de savoir si on devait assimiler à l'usufruit véritable, l'usufruit qui aurait été constitué sur des titres, pour remplir de son droit un légataire de rente viagère. Les juges ont répondu et à bon droit de façon affirmative (Trib. Seine, 2 juillet 1874, S., 76, 2, 56).

Il ressort de l'organisation de l'impôt sur le revenu une conséquence particulière à indiquer : c'est lorsqu'une association sans but lucratif est usufruitière de valeurs mobilières. L'impôt sur le revenu, dans ce cas, est dû certainement par l'association, pour les

tions, ni aux emprunts ou obligations des sociétés de toute nature, dites de coopération, formées exclusivement entre ouvriers ou artisans, non plus qu'aux parts d'intérêts des sociétés coopératives de production, transformation, de conservation et de vente des produits agricoles, constituées suivant les dispositions de la loi du 29 décembre 1906 ».

biens dont elle a l'usufruit et comme il frappe le revenu net, et non point un capital, l'usufruit est compté comme la pleine propriété (Wahl, *Rég. fisc. des soc.*, t. II, n^{os} 2335 et 2356). Il importe peu d'ailleurs que les valeurs mobilières aient déjà par elles-mêmes acquitté l'impôt sur le revenu. Il n'y a pas là double emploi. L'établissement financier a payé au fisc l'impôt sur le revenu pour ses associés ou obligataires, il a le droit de le récupérer sur l'association usufruitière de titres. Et celle-ci, à son tour, paye l'impôt sur le revenu pour ses associés ou est réputée l'acquitter pour leur compte (Solution du 11 août 1890 ; Primot, *Tr. théor. et prat. des taxes fiscales sur les valeurs mobilières françaises, Suppl. au Dict. des droits d'enreg.* 1891, n^o 1403 ; Wahl, *op cit.*, n^o 2337, note 3).

Quant à l'impôt de 8 % sur les lots, là question de savoir qui le supporte, ne nous retiendra pas. D'après une jurisprudence très équitable, c'est le nu-propriétaire à qui revient le lot, l'usufruitier n'en a que la jouissance. Or l'impôt de 8 % sur les lots est avant tout un impôt qui frappe le capital acquis par le sort, déduction faite de la valeur du titre sorti. C'est le nu-propriétaire qui en supportera seul la charge et qui en est personnellement tenu (V. Cass. req., 14 mars 1877, D., 77, 1, 353, S., 78, 1, 5, Note Labbé ; Conf. Planiol, *Dr. civ.*, 6^e édit., t. I, n^o 2797).

Par analogie avec ce qui se passe pour le droit de mutation par décès (V. sur ce point, Cass., 20 nov. 1894, S., 96, 1, 465, D., 95, 1, 177 ; Maguero, v° *Usufruit*, n° 72), nous déciderons donc que l'usufruitier n'a pas à tenir compte au nu-propiétaire de l'intérêt des droits acquittés par ce dernier.

L'impôt de 4 % enfin sur les *primes de remboursement payées* aux porteurs d'obligations, tombe à la charge de l'usufruitier ou du nu-propiétaire, selon que l'on considère la prime de remboursement comme un mode de distribution particulier de revenu ou comme une quote-part du capital. La jurisprudence s'est prononcée en faveur de cette solution et de nombreux auteurs l'approuvent (V. Cass., 14 mars 1877 précité ; trib. Château-Thierry, 20 déc. 1882, S., 84, 2, 104 ; trib. Villefranche sur Saône, 8 déc. 1882, S., 83, 2, 163 ; Lyon, 29 mai 1884, S., 85, 2, 79). On décide également que les excédents de réserves qui ne sont en somme que des distributions extraordinaires de dividendes, appartiennent au nu-propiétaire ; logiquement l'impôt perçu sur eux sera à sa charge (Primot, *op. cit.*, n° 969 ; *Dic. Enreg.*, v° *Act. et oblig.*, n° 969). Voir cependant les critiques très ingénieuses formulées par M. Wahl, contre ce système (*Reg. fisc. des sociétés*, t. II, n° 2491, note 6 ; Comp. Labbé, note précitée, S., 78, 1, 5 *in fine*).

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.	
INTRODUCTION. — Position du sujet. — Intérêt pratique de la question. — Silence du Code civil. — Ses raisons. — Plan.	1
CHAPITRE PREMIER. — Droits de l'usufruitier sur les revenus	9
SECTION PREMIÈRE. — Que doit-on entendre par revenus?	10
I. — Revenus des capitaux.	11
1 ^o Intérêts des capitaux.	12
2 ^o Primes de remboursement et lots	13
3 ^o Arrérages des rentes.	25
II. — Revenus des parts d'associés.	26
1 ^o Bénéfices distribués chaque année.	30
2 ^o Bénéfices non distribués	34
3 ^o Des bénéfices dans les sociétés qui ne font pas de distributions.	47
SECTION II. — Droits de l'usufruitier sur les revenus.	51
I. — Droit de toucher les revenus	51
1 ^o Droit de propriété de l'usufruitier sur les revenus.	51
2 ^o Droit de l'usufruitier de garder le titre	61
II. — Droit de céder les revenus.	62
1 ^o Titres de créance cessibles	63
2 ^o Créances négociables	64

a) Titres de créance au porteur	64
b) Titres de créance transmissibles par endossement	65
c) Titres de créance nominatifs	65
3° Cas d'incessibilité.	66
CHAPITRE II. — Droits de l'usufruitier sur le capital échu.	67
SECTION PREMIÈRE. — Droit de l'usufruitier au capital échu.	68
I. — Paiement volontaire du capital échu par le débiteur	68
1° Remboursement du capital échu.	69
a) Droit du débiteur de se libérer	69
b) Droit de l'usufruitier de déterminer la manière dont le paiement doit être fait	78
2° Remboursement par fractions	80
II. — Droit pour l'usufruitier de réclamer le capital.	82
III. — Droit de l'usufruitier sur le titre.	82
SECTION II. — Obligation de conserver le capital . . .	83
I. — Remploi du capital	83
1° Quand le capital doit-il être remployé ? . . .	83
2° Comment le capital doit-il être remployé ? . . .	87
3° Formes du emploi	88
II. — Intervention de la justice	89
SECTION III. — Obligation de restituer le capital . . .	90
I. — Obligation de conserver la substance de la chose.	91
1° Obligation de veiller à la conservation de la créance.	91
2° Mesures de précautions demandées en justice par le nu-propriétaire	92
a) Mesures générales.	92
b) Mesures spéciales.	93
3° Déchéance pour abus de jouissance.	96
II. — Obligation de restituer la substance de la valeur mobilière.	96

APPENDICE. — Du droit pour l'usufruitier d'une action de participer aux assemblées générales.	97
--	----

CHAPITRE III. — L'usufruit des valeurs mobilières au point de vue fiscal.	99
--	----

Vu :	Vu :
<i>Le Doyen,</i>	<i>Le Président de la thèse,</i>
P. CAUWÈS.	M. PLANIOL.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER

